Parti Socialiste
Convention nationale
Dimanche 29 janvier 1989
(Matinée)

Sommaire

Le président (Pierre Guidoni)..... 1
Henri Emmanuelli 1
Jean-Marie Cambacérès 6
Marcel Debarge 9
Jean Poperen..... 13
Lionel Jospin 17
Yvette Roudy..... 22
Le président (Michel Sapin)..... 25
Pierre Mauroy..... 25
Le Président (Louis Mermaz)..... 36
Jean-Luc Mélenchon 36
Geneviève Domenach-Chich..... 38
Pierre Guidoni 40
Gisèle Stievenard..... 43
Jean-Christophe Cambadélis..... 45
Robert Gilly..... 48
Marcel Debarge 50
Le président..... 51
Gilles Carasso..... 52

La séance est ouverte sous la présidence de Pierre Guidoni.

Le président (Pierre Guidoni)
Je déclare ouverte la Convention nationale du Parti.
L'ordre du jour appelle d'abord le rapport de la Direction nationale, qui sera présenté par Henri Emmanuelli.
Ceux qui souhaitent participer au débat général qui suivra sont priés de le faire savoir à la tribune et de communiquer leur nom à Françoise Seligman.
La parole est à Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli
Chers camarades, bonjour.
Chers camarades, depuis notre dernière Convention l'activité du Parti a été, comme nous le savons tous, plus particulièrement centrée sur la préparation des élections municipales, qu'il s'agisse de l'élaboration du manifeste, sur lequel Jean-Marie Cambacérès rapportera devant nous au nom de la Commission des

Fondation Jean-Jaurès

résolutions, ou de la mise en place des accords nécessaires au déploiement de notre dispositif électoral dans le respect des choix stratégiques de notre précédent Congrès, et sur lequel rapportera évidemment Marcel Debarge.
Cela n'a pas empêché, chers camarades, les divers secrétariats nationaux d'assumer leur mission, comme vous pourrez le constater en prenant connaissance du rapport écrit qui vous a été remis et qui fait la synthèse de ces différentes activités.
Je me bornerai, pour ma part, à signaler la mise en place effective de notre hebdomadaire, qui est désormais envoyé à plus de 250 000 exemplaires et à propos duquel je voudrais préciser deux choses.
La première, c'est que notre hebdomadaire étant assuré de la durée, il nous appartient à tous de travailler ensemble à l'évolution et à l'amélioration de son contenu. Chaque militant, chaque fédération est donc cordialement invité à participer à ce processus, en adressant ses remarques au Comité de rédaction ou à Bernard Roman, qui est, vous le savez, notre secrétaire à l'information.
La seconde remarque, c'est que la création de cet hebdomadaire n'est que le premier volet de la mise en place d'un système de communication important, aussi bien interne qu'externe, souhaité par notre premier secrétaire.
Ce dispositif, outre le support écrit que constitue l'hebdomadaire "Vendredi", fera appel aux technologies modernes de l'informatique et de la télématique. Il sera en place, je crois, avant la fin mai ; nous aurons évidemment à en reparler.
Je voudrais également saluer le travail important fourni par le secrétariat national aux élections ainsi que par les membres de la Commission électorale qui, comme vous pouvez l'imaginer, rêvent de lendemains de municipales. Même chose pour le secrétariat national aux affaires européennes; vous aurez, dans le cours de la journée, à mandater le Bureau exécutif à propos des perspectives européennes.
Enfin, je vous demanderai de penser, pour y participer le moment venu, aux diverses manifestations prévues pour la célébration du bicentenaire, auxquelles sera associé le Parti.
Pour le reste, chers camarades, je vous renvoie donc au rapport écrit.
Sur le plan politique, nous vivons, mes chers camarades, je crois, une situation paradoxale.
Paradoxale parce que ce que nous savons être important - je pense au succès obtenu par le Président de la République sur le plan international à l'occasion de la tenue de la conférence sur les armes chimiques, je pense aux résultats incontestables du gouvernement, malgré un ou deux indices négatifs qui n'obèrent pas pour autant les perspectives positives en matière d'emploi et de croissance, je pense aux élections municipales, je pense au débat européen qui nécessitera de la part de notre Parti un approfondissement de notre réflexion sur la problématique sociale de l'Europe telle que nous la souhaitons... Bref, je pense à des choses comme celles-là - ce que nous savons être important est occulté par ce qu'il est convenu d'appeler, entre guillemets, "les affaires", sans que nous sachions d'ailleurs très bien de quelles "affaires" il s'agit.
Sur cet aspect de la situation, vous me permettrez de donner mon sentiment,

comme beaucoup d'autres sans doute aujourd'hui le feront, et comme nous aurons à le faire collectivement puisque la Convention aura à délibérer sur une proposition de résolution.
Je constaterai d'abord, chers camarades, qu'il semble désormais établi dans notre pays que toute perspective d'échéance électorale suscite quasi automatiquement son cortège "d'affaires", "affaires" qui s'apparentent d'ailleurs davantage à des campagnes de rumeurs et d'accusations sans preuves qu'à la recherche de la vérité ou de la justice et qui posent, par la manière dont elles sont menées, un problème préoccupant de frontière entre la calomnie et la culpabilité, sans oublier les perspectives vertigineuses que ce mode de traitement offre à la démagogie.
Ce qui se passe aujourd'hui, chers camarades, s'inscrit malheureusement dans ce schéma, bien éloigné, je le répète, d'une préoccupation de justice.
Car enfin ! Personne parmi les membres du pouvoir exécutif n'est accusé de rien ! Personne non plus parmi les dirigeants du Parti ou parmi ses élus ! Mais cela n'empêche en rien la rumeur d'enfler démesurément, prenant appui sur le socle douteux d'un délit créé pour la circonstance et qui portera désormais le nom de "délit d'amitié".
On disait déjà : "Si ce n'est toi, c'est donc ton frère !" On dira demain : "Puisque c'était ton ami, c'est donc toi !" Et à partir de là, la campagne de calomnie, d'autant plus pernicieuse qu'elle est indirecte, développe ses effets.
Il est vrai, chers camarades, que cette campagne sert beaucoup d'intérêts.
D'abord, les intérêts de ceux qui ont, par rapport à la liberté, un perpétuel problème existentiel, mais qui ne devraient jamais oublier qu'elle est indissociable de la responsabilité.
Ceux aussi qui se résolvent difficilement à accepter qu'un Président Socialiste soit réélu au suffrage universel.
Ceux encore qui n'accepteront jamais que notre Parti occupe une place centrale - je dis centrale, je ne dis pas au centre... - dans la vie politique française et qui ne résistent jamais à une occasion de lui nuire.
Ceux encore qui souhaiteraient détourner l'attention de leurs propres forfaits et se fabriquer par la même occasion une impunité à bon compte.
Ceux enfin, chers camarades - et c'est peut-être le plus important - qui cherchent à éradiquer la société d'économie mixte pour voir fleurir sur ses ruines une société dite libérale, où la spéculation financière, justement, serait reine.
Chers camarades, depuis dix-huit ans, nous avons beaucoup progressé sur le plan politique, mais reconnaissons entre nous que, sur le terrain de l'hypocrisie, la Droite reste imbattable... et nous lui laissons cette supériorité !Car il faut plus que de l'audace, il faut du cynisme pour découvrir en 1989 que la Bourse est faite pour y spéculer, et plus que du cynisme, du mépris pour l'intelligence pour oser imputer cette réalité au débit du compte d'exploitation des entreprises publiques, si j'ose m'exprimer ainsi !
Face à cette formidable provocation, chers camarades, que devons-nous faire ?
D'abord, réagir.
Réagir parce que les victimes consentantes finissent toujours par devenir

Fondation Jean Jaurès

douteuses.
Réagir ensuite parce que c'est injuste et que, devant la calomnie, il ne faut pas capituler.
Réagir enfin parce que nous devons être conscients qu'à travers nous, à travers notre Président, à travers notre Parti, à travers ses milliers d'adhérents et ses millions d'électeurs, c'est l'outil de transformation de la société, de la force de progrès de ce pays qui est visé, c'est-à-dire notre raison même d'être et d'espérer.
Beaucoup de dirigeants du Parti, des ministres, à commencer par le premier d'entre eux, l'ont fait. Aujourd'hui, nous le ferons ensemble en disant non à l'amalgame et aux accusations gratuites, mais aussi et surtout en prenant au mot les calomniateurs et les hypocrites.
Ils veulent la vérité ? Nous aussi ! Engageons-nous, comme l'ont déjà fait le Président de la République et le gouvernement, à donner au pays cette vérité dont ils se réclament en espérant secrètement qu'elle leur sera refusée !
Déjà, j'observe que le RPR qui, le lundi, était pour une Commission d'enquête, s'en serait bien passé dès le mardi...
Oui, la vérité ! Mais pas "à la carte"! Toute la vérité sur le rachat de la société Triangle, certes, mais aussi sur les privatisations, sur leurs "noyaux durs", sur leurs heureux bénéficiaires, sur la spéculation financière enfin, sur ses mécanismes, sur ses us et sur ses abus !
La vérité, camarades, et aussi la réforme.
On verra bien, alors, si M. Balladur, qui refusait aux députés Socialistes, en 1987, l'extension des pouvoirs de la COB, la voudra demain, et si M. Méhaignerie, le grand aveugle sourd-muet des privatisations, ne trouvera pas d'excellents prétextes pour défendre ces mécanismes de spéculation qui pèsent aujourd'hui si lourd sur sa conscience !
Je souhaite me tromper, mes chers camarades, mais sans être très perspicace je ne serais pas étonné qu'ils nous resservent à ce moment-là leur aversion pour toute forme "d'inquisition" - je mets "inquisition" entre guillemets - et leur grand amour de la "liberté", que je mets aussi entre guillemets.
En toute hypothèse, sachons, camarades, transformer cette épreuve en victoire en lui donnant une suite utile pour la vérité et pour la justice dans notre pays.
Et puisque je parle d'épreuve, venons-en à l'autre, celle qui nous occupera toute la journée, je veux parler bien entendu des municipales et de cet accord difficile signé avec le Parti Communiste et qu'il nous faut mettre en oeuvre.
Cet accord, camarades, si nous l'avons voulu - voulu à l'unanimité - ce n'est pas par hasard.
Nous l'avons voulu d'abord parce que, malgré le signe parfois trompeur des apparences, nous sommes convaincus que c'est l'intérêt de notre Parti, intérêt électoral certes, mais par delà l'horizon des municipales intérêt stratégique à moyen et long terme pour sauvegarder notre capacité à rassembler l'ensemble des forces de progrès, c'est-à-dire pour sauvegarder notre identité, c'est-à-dire notre raison même d'exister par rapport à ce que nous croyons juste pour notre société, pour l'avenir de notre pays.

Fondation Jean Jaurès

Certes, l'union de la Gauche, telle que nous l'avons connue, n'existe plus. Il n'y a plus d accord de gouvernement, mais si l'union de la Gauche n existe plus, c est parce que le Parti Communiste n'en a plus voulu Le rassemblement de toute la Gauche, le rassemblement de toutes les forces de progrès reste notre horizon, reste notre stratégie, parce que c'est la seule stratégie compatible avec notre volonté de transformer la société et de faire en sorte que la modernisation de notre pays soit un nouveau seuil de progrès sur le plan social, et non pas comme cela se passe ailleurs, un processus de régression.

La modernisation, camarades, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, n'est pas un choix politique. La modernisation, c'est une nécessité, une nécessité de survie, mais le contenu du processus de modernisation, lui, est affaire de politique, il peut être très différencié, il peut avoir selon ce qu'il est, des conséquences diamétralement opposées sur le plan social. Or, si nous voulons, mes chers camarades, une modernisation pour le progrès social et je crois que nous la voulons tous. Alors, il n'y a pas plusieurs stratégies possibles. Pour faire une politique de progrès, il faut rassembler les forces de progrès. C'est aussi simple et aussi difficile que cela.

Gérer, c'est bien, c'est une condition nécessaire, nous l'avons déjà remplie, mais pour un Socialiste, ce n'est pas une condition suffisante. Si nous renoncions à vouloir transformer la société à agir sur les structures, nous renoncerions à nous-mêmes et c'est bien ce dont rêvent ceux qui voudraient sur notre gauche nous pousser dans les bras d'une alliance au centre et de ceux qui rêvent sur notre droite de nous y attirer, ce dont nous ne voulons pas.

C'est dire, camarades, qu'à mes yeux, cet accord, malgré toutes les difficultés, n'était pas une affaire de circonstance. Je n'en ignore pas pour autant les difficultés d'application qu'il présente du fait de l'évidente mauvaise foi de notre co-signataire. Je ne les passerai pas en revue ce sera la matière de notre débat, mais je voudrais, pour conclure, vous dire ma conviction. Ma conviction c'est que, malgré toutes les difficultés, nous devons avoir pour premier souci de respecter cet accord, parce que je crois, en définitive, que c'est le meilleur moyen de le faire respecter par notre partenaire, parce que c'est ce que nous avons toujours fait au cours de ces dix-huit années où nous avons fait de notre Parti fort minoritaire à gauche, non seulement la force majoritaire de la Gauche, mais aussi et surtout la force dominante de ce pays, celle qui gouverne.

François Mitterrand, chers camarades, n'a jamais fait autre chose, et nous n'avons pas à nous en plaindre. Rien ne serait pire, en effet, me semble-t-il, que de succomber à l'agacement qui, en définitive, ne déplairait pas au Parti Communiste et de basculer d'une politique de rassemblement vers un constat de séparation. Les conséquences immédiates, mais aussi et surtout plus lointaines, seraient, j'en suis persuadé, désastreuses pour notre Parti, désastreuses pour notre projet.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, chers camarades, que nous devions céder quoi que ce soit. Cela veut dire que, quelle que soit la méthode, nous ne devons rien faire qui puisse faire douter de notre intention ou de notre fidélité à l'accord conclu, et c'est la raison pour laquelle j'ai suggéré voici déjà plusieurs jours que

Fondation Jean Jaurès

si nous y étions contraints au terme du processus de négociation dont je dis qu'il ne saurait désormais trop tarder, nous soyons unitaires pour deux, comme cela nous est déjà arrivé souvent en constituant nos listes, avec des places réservées pour nos partenaires, en leur laissant devant l'opinion la responsabilité de les prendre ou de ne pas les prendre.
Je sais que ce n'est pas simple. Je sais même comme vous tous que cela n'a jamais été aussi difficile, mais je sais aussi que si nous avons la lucidité, le courage de nous en tenir à cette position, cela pèsera lourd dans l'avenir Je sais surtout que rester fidèles à nous-mêmes, à notre identité, à notre volonté de changer la société, à notre Président aujourd'hui si injustement attaché, justement parce qu'il continue à croire, lui, à l'idéologie, à l'action sur les structures comme il nous le disait récemment, dans une interview qui nous était plus particulièrement destinée qui s'adressait aussi, je crois, à tous les fossoyeurs de la politique, je sais que si nous faisons tout cela, ce sera, en définitive, chers camarades, la meilleure réponse, à leurs yeux la pire que nous puissions faire à tous ceux qui rêvent de nous désarmer.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, la Commission des résolutions, dans la même formation qu'à notre Convention précédente, s'est réunie hier soir et elle a délibéré sur les questions qui vont occuper nos travaux aujourd'hui La direction du Parti a pensé que le plus simple serait de grouper au début de notre séance les rapports sur lesquels ensuite pourra s'engager le débat.
Je passe donc la parole à Jean-Marie Cambacérès, pour le rapport concernant le manifeste municipal.

Jean-Marie Cambacérès
Chers camarades, entre le rapport d'activité d'Henri Emmanuelli et le rapport de Marcel Debarge sur les élections, j'ai la tâche difficile de vous parler du fond de notre projet difficile pour deux raisons.
D'abord, bien sûr, parce que, médiatiquement, elle est occultée par les constitutions de listes, mais ensuite parce qu'entre le souci d'informer l'ensemble des délégués et la difficulté de connaître concrètement l'ensemble des amendements, il faut trouver une position moyenne.
Cette position moyenne, je fais essayer de la garder pendant quelques instants en vous parlant de la méthode, pour que vous soyez quand même tous informés de la façon dont a été rédigé le manifeste, de vous parler aussi, même brièvement, des amendements, et enfin, de vous donner quelques informations sur le fond et sur la texture du texte.
Sur la méthodologie, le premier secrétaire, Pierre Mauroy, a lancé l'idée de la rédaction d'un manifeste municipal à la Convention d'Epinay le 2 novembre. Le Bureau exécutif a désigné une Commission où chacun de nos sensibilités était représentée, et sous la responsabilité du secrétariat national aux études, nous avons commencé à travailler. Un mois plus tard, vers la mi-décembre, nous

Fondation Jean Jaurès

avons envoyé dans les fédérations un premier texte qui était le projet de manifeste. Nous savons qu'il y a un certain nombre de problèmes sur les quantités et les délais, mais dès début janvier, nous avons essayé d'en envoyer d'autres dans les fédérations. Le débat s'est donc fait pendant six semaines dans les fédérations.
Parallèlement, en relations avec la FNESER, avec le groupe Socialiste, la Commission a continué à travailler et je dois vous dire que ce projet a été discuté et adopté dans la quasi-totalité des fédérations et que plus de 160 amendements, venant de 25 fédérations, ont été envoyés au secrétariat national aux études et examinés par la Commission qui a préparé le travail pour la Commission des résolutions.
Le Parti a donc beaucoup travaillé. A la base, comme à tous les niveaux, cela nous a permis très concrètement et ce n'est pas un mot de convention, d'enrichir notre texte, je tenais à le souligner parce qu'au moment où certains ironisent de l'extérieur sur la non-capacité de réflexion du Parti Socialiste, je crois qu'il était bon de le souligner.
A cela s'est ajouté bien sûr la déclaration PS-PC du 12 janvier dont les termes s'imposaient à nous. Enfin des écritures de formes ont été faites. Et avant de parler des amendements, je voudrais remercier tous les camarades qui ont participé à ces travaux et tous ceux qui, sur le plan matériel, ont résolu les problèmes, bien que ce soit difficile.
Quels ont été les objets de vos discussions ?
Les amendements.
Tout d'abord, nous les avons regroupés par thème car il est bien évident que beaucoup étaient proposés sur des modifications de même type.
Certains amendements ont été repoussés... Vous vous en doutez, soit parce qu'ils ne correspondaient pas aux positions du Parti, par exemple la fixation par l'Etat, de taux identiques pour les impôts locaux, sur l'ensemble du territoire, le refus de la fiscalité directe pour les instances de coopération inter-communales, l'abaissement du scrutin proportionnel des listes, de 3500 à 1500 au lieu de 2500, le référendum d'initiatives populaires, soit parce que tout en étant juste, nous avons pensé qu'ils n'avaient pas leur place dans ce texte, mais dans d'autres textes du Parti.
D'autres, plus nombreux, ont été regroupés pour être retenus. Ils ont entraîné une cinquantaine de modifications du texte.
Le texte, soit celui du projet de mi-décembre, soit celui adopté en début de matinée - parce que c'était en début de matinée - est en train de vous être distribué ou va l'être dans la matinée.
De toute façon, je ne pourrai pas vous lire dans le détail l'ensemble des amendements mais essayer de voir les principaux.
Les débats ont porté principalement sur la coopération inter-communale, la fiscalité locale, la fonction publique territoriale, les Conseils municipaux d'enfants, les mesures spécifiques pour les femmes, l'intégration des immigrés, le logement social, les associations, l'école, l'insertion des jeunes, la sécurité routière, les transports en commun, le sport, la mise en valeur du patrimoine

Fondation Jean-Jaurès

architectural, dont un certain nombre de problèmes très divers.
Le texte que je vous propose, chers camarades, a été adopté à l'unanimité de la Commission des résolutions et je ne détaillerai pas les 50 modifications mais je vous en signalerai une dizaine qui ont fait l'objet de débats. Ces débats, souvent techniques et politiques sont complexes. Et, en conséquence, les textes qui en sont sortis, sont des textes très ciselés, dont il est difficile bien sûr de modifier la teneur sans modifier certains équilibres.
Donc, je vous le répète, les dix principaux concernent les communautés urbaines, la taxe d'habitation, la taxe professionnelle, la taxe sur le foncier bâti, sur le foncier non bâti, la fonction publique locale, les femmes, l'intégration des immigrés et l'insertion des jeunes.
Chers camarades, vous comprendrez que je ne peux pas lire en détail ces amendements car cela serait trop long mais dans le débat on pourra y revenir, si vous le souhaitez.
J'en terminerai donc sur la texture générale du texte : c'est un texte très riche, qui fixe la position d'ensemble des Socialistes pour l'action locale.
Je rappellerais brièvement sa teneur.
Il y a trois parties.
La stratégie des Socialistes et les enjeux des élections municipales de mars 1989. Quatre grandes avancées sur la coopération inter-communale, la réforme de la fiscalité locale, les services publics locaux.
Le statut de l'élu communal.
Et puis, un certain nombre de propositions sur la commune, lieu privilégié pour l'action locale.
Nous avons voulu rester pragmatiques mais nous avons voulu aussi faire des propositions novatrices, constituant de réelles avancées et apportant une contribution au débat national, et souvent dans la perspective européenne.
Je vous en donne quelques exemples.
Premier exemple : la multiplication des communautés européennes d'un type nouveau.
Le réexamen du nombre et de la taille des régions.
A ce propos, la déclaration de Raymond Barre il y a une dizaine de jours, disant qu'il était d'accord avec cette idée, me donne l'occasion de vous dire qu'elle était dans nos discussions depuis plus de deux mois, et dans notre texte distribué aux fédérations depuis plus d'un mois.
L'introduction de l'annonce des bases de la taxe d'habitation, le rétablissement des Chambres régionales des comptes, la réaffirmation de la notion de service public auquel on ne peut appliquer seulement le critère de rentabilité comme le critère des fiscalités.
Des avances dans le statut de l'élu communal.
L'accord du Parti, pour le principe de regroupements de certaines élections.
La réaffirmation du souhait d'avoir ou non des femmes, 30%.
La volonté d'agir efficacement pour le logement social.
Cela nous renverra sûrement au problème de la loi Méhaignerie.
Enfin, la volonté d'ouvrir nos communes sur l'Europe.

Fondation Jean Jaurès

Vous voyez donc qu'il y a beaucoup de choses.
Et puis je crois que ce texte donnera une cohésion à notre message. Cohésion, comme le disait Henri Emmanuelli, sur le plan politique et de notre message, car il n'y a pas de différences entre le combat sur le plan local et l'action au niveau national.
Chers camarades, ce texte après nos débats, et après son adoption dans la journée, nous devrons le diffuser pour ne pas laisser aux autres le soin d'avoir des initiatives au niveau des propositions.
Le premier secrétaire présentera en détail ce texte aux journalistes dans la semaine. Le Parti le diffusera soit en résumé, soit totalement en un million d'exemplaires.
Chaque militant cette fois le recevra soit par "Communes de France", soit par "PS Info", et notre hebdomadaire "Vendredi" servira de support massif à son résumé.
Le secrétariat national aux études organisera le 18 février une journée pour l'ensemble des secrétaires fédéraux aux études pour bien détailler le manifeste, et j'engage ensuite nos fédérations à faire des journées fédérales et nos sections à le diffuser.
Voilà chers camarades, avec notre stratégie, nos idées seront importantes en mars. Je pense donc que ce manifeste contribuera à de bons résultats et à nos victoires.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Suite des rapports de la Commission des résolutions : la parole est à Marcel Debarge.

Marcel Debarge
Mes chers camarades, en ce qui concerne la Commission des résolutions, elle s'est divisée en un certain nombre de groupes de travail, celui qui a été évoqué par Jean-Marie Cambacérès notamment, et elle a eu à traiter en se divisant là aussi en deux groupes de travail deux rapports : l'un sur la composition des listes, après avis de la Commission électorale qui depuis près de deux mois reçoit de nombreuses délégations des fédérations ou des villes pour la composition des listes, Gilles Carasso vous en fera le rapport un peu plus tard, l'autre groupe de travail qui avait comme mission de vérifier en quelque sorte l'application des décisions politiques qui ont été prises à la Convention nationale d'Epinay.
Très rapidement, dans les débats d e la Commission, rejoignant en cela tout ce que nous avions pu constater dans les auditions que nous avions eues avec les fédérations et les sections, de nombreuses fédérations et de nombreuses sections, dans la Commission électorale, il est très rapidement apparu qu'il était nécessaire sur un point bien précis, l'état de nos rapports avec la direction du Parti Communiste, de rédiger un texte, une motion qui tout à l'heure vous sera présentée.

Fondation Jean Jaurès

Auparavant, je voudrais quand même, un peu en amont de cette Commission, exprimer un certain nombre d'observations.
Tout d'abord la manière dont ont été menées les différentes négociations. Elles ne concernent pas que le seul Parti Communiste, nous avons eu à rencontrer à de nombreuses reprises le mouvement des Radicaux de Gauche, à inciter les rencontres avec le mouvement des Radicaux de Gauche dans un certain nombre de localités et de départements. Quelquefois cela s'est fait automatiquement, quelquefois il fallait que parallèlement nous agissions, et cela a été fait.
Nous avons rencontré également le premier secrétaire des Radicaux de Gauche que j'évoquais à l'instant, le premier Secret aire également, mais avant le secteur national aux élections et après le secteur national aux élections, de l'association des démocrates.
Dans toutes ces négociations, dans toutes ces démarches, je crois, sans vouloir se donner des brevets d'autosatisfaction, que nous avons pu considérer qu'il y avait une excellente cohésion dans la démarche de la Direction nationale du Parti, cohésion bien entendu, comme il se doit, entre le secrétariat national aux élections et le premier secrétaire ou l'ensemble des responsables autour du premier secrétaire et du secrétariat national aux élections, excellente cohésion notamment avec deux secteurs qui devaient plus particulièrement intervenir, ce qu n'empêche pas que d'autres l'ont été également, dans le travail du secteur national aux élections.
Je veux rappeler le travail effectué avec le secrétariat national aux fédérations, avec Daniel Vaillant et son équipe, et cela a été un très bon travail, et avec le secrétariat national d'Yvette Roudy aux droits de la Femme, et d'ailleurs Yvette Roudy s'exprimera à ce sujet tout à l'heure, je crois.
Tout cela pour dire que véritablement il y a eu en permanence une liaison, une harmonie certaine. C'est peut-être facile de dire cela à la tribune, mais je crois qu'un Parti comme le nôtre est un parti divers, un parti de débat, un parti de vie; mais ce qui est symptomatique, ce qui mérite d'être souligné, c'est que la cohésion du Parti a été établie non seulement entre les secteurs que j'ai cités, mais avec les différentes fédérations et les différentes sections, et cette cohésion nous permet d'aborder la prochaine ligne droite que j'évoquerai tout à l'heure dans un bon état de marche.
En ce qui concerne les négociations dans différents domaines, nous avons voulu, comme cela avait été décidé à la Convention nationale d'Epinay, à la fois rassembler la Gauche et élargir la majorité présidentielle.
A ce sujet les débats de la Commission des résolutions ont amené à une constatation : en ce qui concerne la majorité présidentielle, et je dirai dans les villes plus directement concernées par des maires qui sont des ministres de l'ouverture, les Socialistes doivent assumer - mais la réciprocité étant de mise - la cohésion de la majorité présidentielle et la défense des intérêts légitimes du Parti Socialiste.
Quant aux négociations avec le Parti Communiste, un léger rappel dans le temps pour une bonne compréhension est nécessaire.
Il y a deux mois environ, j'ai rencontré sur mandat du Bureau exécutif et de

Pierre Mauroy un responsable national du Parti Communiste, Paul Laurent, pour parvenir entre nos deux formations à un accord national.
La première entrevue a été courte, la réponse négative.
Puis, en revenant à la charge en fonction des options et des décisions de notre Parti, des conversations ont fini par s'engager. De multiples réunions se sont tenues avec des camarades comme Gérard Le Gall, qui avec une efficacité statistique, mais aussi politique, m'a épaulé en la circonstance, et Gilles Carasso, d'autres camarades intervenant en fonction des sujets traités comme Gérard Collomb avec lequel nous avons fait un certain travail en matière de négociations.
Après de multiples réunions, des contacts pris le plus souvent à notre initiative, sous différentes formes, nous débouchions sur l'accord national signé le 12 janvier dernier. Cet accord, dans le contexte politique dans lequel nous nous trouvons, est un bon accord qui a été apprécié comme tel par la direction du Parti et par les différentes instances du Parti Socialiste.
Il était important dans la mesure où il comportait des éléments de référence acceptables pour la composition des listes et la désignation des têtes de listes dans le cadre du rassemblement à Gauche.
Il précisait en outre que le Parti Communiste et le Parti Socialiste lutteraient contre toutes les initiatives de la Droite et de l'extrême droite pour revenir au pouvoir, dans des conversations où il était nettement établi qu'en aucun cas le Parti Communiste ne mêlerait ses voix au Parlement avec celles de la Droite.
Il restait bien entendu l'essentiel, passer à la réalisation pratique de l'accord.
De nombreuses réunions encore se sont tenues avec un ou des responsables Communistes, non seulement au niveau national, mais souvent à notre initiative au niveau départemental et au niveau local.
Qu'en ressort-il aujourd'hui 29 janvier ?
Un certain nombre d'accords, oui. Notoirement insuffisants, oui.
Une impression : nos camarades Communistes amusent quelque peu la galerie et il convient que cela s'arrête.
Quelques questions : le Parti Communiste veut-il réellement l'union ? Le Parti Communiste cherche-t-il à ne défendre que ses bastions et s'y installer majoritairement pour éventuellement développer par la suite l'offensive contre nous ? Le Parti Communiste fait-il fi d'une vieille idée de Gauche, la discipline républicaine ?
La liste des questions pourrait s'allonger.
Les Socialistes quant à eux doivent être fidèles à leur ligne de conduite. Oui, nous soutenons le Président de la République. Oui, nous sommes solidaires du gouvernement. Oui, nous entendons mener dans les meilleures conditions possibles une politique de rassemblement à Gauche !
(Applaudissements)
Cette ligne de conduite - il y en a d'autres - aura pour suite ce qui va se passer cette semaine, parce qu'en définitive, si nous devons déboucher valablement, c'est cette semaine que cela doit se produire. Nous aurons en quelque sorte une réponse aux questions que nous posons.

Fondation Jean Jaurès

Si nous portons critique, ce n'est pas pour le plaisir de la critique, si nous portons critique contre l'attitude de la direction du Parti Communiste, ce n'est pas au nom de je ne sais quel anticommunisme primaire, mais simplement parce que les choses doivent être claires, sans ambiguïté, et que ce rassemblement à Gauche demande, exige cette clarté, cette transparence.
La Convention nationale va donc être saisie d'une résolution que nous vous proposons. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité de la Commission des résolutions cette nuit et en prolongation ce matin. Je vais vous en donner lecture.
«La Convention nationale du Parti Socialiste réunie le 29 Janvier 1989 a pris connaissance de l'état des négociations entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste français.
Elle réaffirme sa volonté de voir appliquer l'accord national signé le 12 janvier, dont le Parti Socialiste a pris l'initiative.
Elle constate que malgré des progrès certains, cet accord est insuffisamment respecté. En effet les Socialistes tiennent compte pour leur part, conformément à la déclaration commune, non seulement des accords de 1983 et du rôle des maires sortants, mais aussi et simultanément de l'évolution électorale, donc de la représentativité actuelle de chaque formation.
Dans de nombreux endroits, le Parti Communiste français refuse ou limite la notion de représentativité actuelle, une telle attitude compromet gravement l'application de l'accord national.
La progression du Parti Socialiste entre 1983 et 1988 doit être prise en compte, l'application complète de l'accord du 12 janvier permet au Parti Socialiste de réclamer à bon droit la tête de liste du rassemblement à gauche dans de nombreuses villes détenues par la Droite, perdues par la Gauche en 1983, ou actuellement gérées par l'une des formations de gauche. Elle lui permet de revendiquer aussi sa juste place dans la composition des listes de rassemblement à gauche.
Sur ces bases, le Parti Socialiste a présenté des propositions responsables. S'en tenir aux seuls chiffres de 1983, refuser de prendre en compte l'évolution électorale et donc la représentativité réelle de chaque parti, jeter des exclusives contre des hommes et des femmes qui ont accepté de se placer dans la logique du rassemblement à gauche, ne pas s'engager à respecter la discipline républicaine au second tour, ces attitudes ont constitué autant d'obstacles à l'application de l'accord.
Désormais, il faut conclure dans les tout prochains jours, et dans toutes les communes de France l'accord du 12 janvier doit être appliqué.
Les négociations doivent aboutir, en toute hypothèse, d'ici la fin de la semaine.
La Convention nationale demande aux fédérations du Parti de rendre publiques leurs propositions de liste, concernant chaque localité.»
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, vous avez entendu les rapports, issus des travaux de la Commission des résolutions. D'autres éléments vous seront

Fondation Jean Jaurès

apportés dans le courant de la journée, nous allons, si vous le voulez bien commencer le débat.
La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen
Chers camarades, Marcel Debarge vient de le dire, le texte qu a été lu, à l'instant, a été adopté par la Commission des résolutions à l'unanimité, c'est dire que nous sommes en train, et je suis sûr que la Convention dans son ensemble suivra, de réunir une première condition de notre réussite en cette circonstance un peu difficile, la cohésion de tous les Socialistes.
L'appréciation qu'il a portée sur l'état des discussions qui se poursuivent, nationalement, dans les départements, dans les localités, fait que les résultats obtenus à l'heure qu'il est, sont notoirement insuffisants, et cela plus de deux semaines après que l'accord national ait été signé, et à six semaines de la consultation elle-même.
Donc, il est évident que nous devons créer les conditions pour que la campagne ait lieu dans de bonnes conditions. Or, peu à peu, le temps passe, et si rien ne changeait, il est évident que la Gauche, et notamment le Parti Socialiste, affronteraient l'épreuve avec ce handicap du temps perdu.
Nous livrons actuellement cette bataille électorale dans un contexte général qui, nous l'avons apprécié, à la fin de l'année, même après certains mouvements sociaux qui ont exprimé des exigences, des revendications que nous avons senties légitimes, pour lesquelles la négociation a été menée, dans un contexte d'ensemble qui était plutôt favorable.
Nous avons, et Henri Emmanuelli y a fait référence, abordé le point de vue du Parti Socialiste sur cette question, nous avons à faire face actuellement aux difficultés dans l'opinion qui résultent d'un certain nombre de dossiers, et le point de vue que nous avons tous, qui a été exprimé par les plus responsables, est que sur ces affaires, nous voulons, parce que nous sommes les Socialistes, parce que nous sommes la Gauche, que la vérité soit établie, et que dès lors que ce sera jugé nécessaire la justice se fasse, mais il est clair que certains peuvent espérer profiter des effets, car dans l'immédiat, dans la conjoncture présente, cela a des effets sur l'opinion, l'ensemble du commentaire sur ces dossiers est ce qu'on appelle, ici et là, les"affaires."
Or nous, nous devons marquer très clairement dans cette conjoncture parce que c'est la condition pour être entendus de l'opinion, que nous poursuivons dans la direction qui est la nôtre depuis des années, à partir du socle du changement de la première période de notre retour au pouvoir, de notre arrivée aux affaires, à partir des décisions qui ont été prises en 1983. Nous poursuivons notre marche pour la transformation progressive en ce pays des structures de la société, des conditions de vie des gens, changements par étapes et qui impliquent à chaque étape le rassemblement de la Gauche et des forces de progrès.
On l'a rappelé tout à l'heure, dans le rapport de la direction, et je pense qu'il est bon d'avoir cette perspective ce matin, au moment où nous allons prendre nos décisions, c'est la direction qui a été à nouveau fixée très nettement par le

Fondation Jean-Jaurès

Président de la République. Faut-il rappeler ce qu'a été son message de fin d'année, qu'il vient de préciser dans l'interview donné à la publication du Parti Socialiste, "Vendredi" C'est la direction, c'est le message qui a été rappelé avant-hier soir, par Michel Rocard, le Première ministre à la Roche sur Yon, car on a fait état de ses déclarations sur les événements du moment, mais lisez l'ensemble de son intervention, c'est cela qu'elle rappelle, ce que nous faisons en ce moment dans notre perspective, celle que nous confirmons.

Mais naturellement, cela veut dire que notre volonté en raison même de cette perspective réaffirmée, notre volonté entière est de rassembler, rassembler la Gauche, rassembler les forces de progrès. Naturellement, nous ne parlons plus d'union de la Gauche, puisque c'était l'expression accordée à l'entente de gouvernement que nous avions contractée avec d'autres formations de la Gauche Communiste, Radicaux de Gauche, et qu'aujourd'hui la situation est nouvelle, mais nous, notre volonté de rassembler est entière, quels que soient les travers du moment, les aspérités du chemin, rassembler, rassembler les forces sociales dont nous avons besoin pour poursuivre notre progression, rassembler les forces politiques.

Alors, qu'est-ce que cela veut dire, concrètement, ce contexte étant rappelé, dans le moment où nous nous trouvons ce matin, à cette Convention et pour les jours qui viennent ?

Cela veut dire naturellement faire en sorte que dans le moins d'endroits possibles dans le plus petit nombre d'endroits possibles nous allions à part, cela veut dire créer les conditions partout, si cela est possible, à quelques très rares exceptions près, sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord, pour qu'il n'y ait pas ces compétitions auxquelles il est convenu d'apporter le nom de primaires.

Cela veut dire ne pas laisser croire qu'il pourrait y avoir de notre part des hésitations sur cette volonté de rassembler à gauche et au-delà les forces de progrès.

Par conséquent, les précisions, qui ont été apportées tout à l'heure par Marcel Debarge, à l'égard de tel de nos partenaires aujourd'hui au gouvernement - et nous nous en félicitons dès lors que leur action va dans le sens de cette majorité présidentielle dont la force principale est, et de loin, le Parti Socialiste - cela veut dire que par rapport à ceux-là, en effet, quelques clartés sont nécessaires. Et je reprends, Marcel me dira si ma plume a tremblé, les deux caractéristiques du comportement de ce côté, la majorité présidentielle ils en sont des éléments importants, à des postes de responsabilités gouvernementales, qui ne sont pas mineurs souvent; leur respect des intérêts légitimes du Parti Socialiste.

Notre exigence de clarté, de prise de responsabilité de chacun des partenaires dans l'alliance, si nous voulons la marquer avec force, du côté de l'interlocuteur Communiste, il faut que les choses soient claires aussi de l'autre côté. Ces partenaires là peuvent le comprendre, dès lors qu'ils ont la volonté sincère, et nul ne peut à l'heure qu'il est en douter, de faire progresser le rassemblement commun, ils doivent nous aider à créer les conditions de ce rassemblement dans la perspective qu'ensemble nous avons choisie, et qu'avec nous ils assument.

Fondation Jean Jaurès

Naturellement, cela veut dire un comportement unitaire, en effet avec nous, avec les Socialistes, avec les Socialistes de terrain, avec leurs dirigeants de sections, leurs dirigeants de fédérations, dans les villes concernées, mais pour être très précis, c'est une exigence première, et à mon avis absolue.
(Applaudissements)
Mais il est vrai, que sur cette question - c'est bien pourquoi il faut être précis, comme je viens de le rappeler par rapport à ces partenaires de l'association des démocrates - déjà il est permis de se demander si la direction du Parti Communiste veut avancer les affaires du rassemblement de la Gauche et des forces de progrès, puisque tout se passe, ou presque, comme s'ils ne voulaient pas de ces élargissements là, c'est-à-dire saisir toute occasion, ou tout prétexte de rendre plus difficile l'élargissement du rassemblement que nous avons animé avec eux depuis des années, et que nous continuons d'animer un peu seuls, et plutôt seuls, mais nous avons, je pense les épaules assez larges et les reins solides, et nous continuons à l'animer. Tous les prétextes sont bons, cela m'amène à poser la question plus générale - et Marcel l'a posée tout à l'heure, et permets-moi de prolonger ton propos et d'être un peu plus affirmatif peut-être hélas quant à la réponse - : veulent-ils autre chose que le progrès de la Gauche dans les circonstances où nous nous trouvons ? Je crains qu'ils ne veuillent en effet autre chose, et que cet autre chose soit tout simplement d'affaiblir le Parti Socialiste.
La question ne peut pas ne pas être posée au moment où nous sommes, à six semaines de l'échéance, après des semaines et des semaines de négociations, de conversations, menées dans les conditions que l'on sait. Je rends hommage à ceux qui en ont eu la responsabilité quotidienne, heure par heure, souvent. Dans les conditions où nous sommes, oui, la question ne peut pas ne pas être posée. Est-ce - j'ai entendu dire cela dans nos débats ces jours-ci - parce qu'il est aujourd'hui en position nettement minoritaire, mais surtout tout simplement parce qu'il veut à tout prix se refaire une santé, et que cela passe par l'abaissement du Parti Socialiste ? En tout cas, la question ne peut pas, je le répète, ne pas être posée, avec force et devant l'opinion.
Est-ce que la préoccupation première du Parti Communiste, revenant à ses vieux démons, n'est pas d'abord de casser le Socialisme ?
Vraiment, on ne peut pas ne pas se poser cette question.
(Applaudissements)
Et en tout cas de provoquer ce que j'appellerai notre glissement vers le centre, mais de la encore un peu plus loin si possible, spéculant sur ce que pourraient être notre énervement, notre lassitude et finalement notre irritation devant leur persévérance à ne pas conclure et à ne pas faire l'accord.
Et comme on peut comprendre humainement qu'un certain nombre de militants qui ont vécu souvent dans des conditions difficiles telle ou telle mairie d'union, cela n'a pas été le cas partout il faut le dire, mais parfois, et qui maintenant sentent la difficulté de conclure, comment ne pas comprendre que certains soient prêts à jeter le manche après la cognée et à dire : puisque c'est ainsi on va sans eux et puis, à la limite, on trouvera quelques compensations ailleurs.

Fondation Jean Jaurès

Bien sur, c'est la pente qui peut attirer et il est clair qu'à tout le moins, même s'il n'a pas d'objectif plus lointain, plus avancé encore, le Parti Communiste peut espérer que nous glisserons sur cette pente et qu'ainsi il occupera une partie du terrain sur la Gauche que nous lui abandonnerions
Vous comprenez bien, chers camarades, que nous sommes à une étape nouvelle, nous sommes devant l'épreuve encore une fois et il faut la gagner.
Céderons-nous ? Perdrons-nous notre sang-froid et en perdant notre sang-froid, notre cap ?
C'est la question qui est posée et la réponse, il faut la donner maintenant ; je crois que la résolution qui vous est proposée commence à l'apporter. Elle est le signal, le premier signal de cette réponse.
La réponse, elle ne peut être que dans la riposte politique, la pression politique que nous allons exercer et là on n'a pas des mois, des semaines, dans les jours qui viennent presque dans les heures qui viennent, si nous sommes d'accord, il faut dès que nous l'aurons adopté ce texte, avec quelques corrections de détail peut-être, lui assurer une diffusion massive avec les explications partout qui s'imposent, la multiplication des conférences de presse, des interpellations de l'opinion ; c'est là que se livre la bataille sur le terrain.
J'avais beaucoup insisté, je vous le rappelle, en novembre, pour que nous donnions tous cette forme à cette démonstration que nous voulions tous l'union. On l'a fait un peu et il faut le faire plus encore avec une énergie décuplée dans les jours qui viennent, et, naturellement, dans ce contexte, j'approuve tout à fait, disons que j'ai été de ceux qui en avaient l'idée en entrant hier à la Commission des résolutions, mais pas seul du tout, nous étions plusieurs à aller dans cette direction tant elle nous parait maintenant s'imposer.
Il faut, sortant de là, dès demain qu'à nouveau et en même temps que nous aurons l'appui devant l'opinion de cette démarche politique, les représentants du parti Communiste dans les localités, les départements, partout, soient saisis de nos propositions, naturellement de propositions sérieuses. Cela veut dire tenant compte de ce qui s'est passé, tenant compte de la base de 1983… enfin, quoi, l'accord, il y a un accord et nous on est pour appliquer les accords en cette circonstance comme en d'autres, en tenant compte donc de 1983, mais aussi de ce qui s'est passé depuis dans les villes ou ce Parti Communiste a perdu la moitié des suffrages, où nous avons augmenté de 40 ou 50%, l'opinion ne comprendrait pas qu'on ne fasse pas jouer la règle démocratique qu'on tienne compte des suffrages des électeurs, mais nous demandons qu'on arrive à une formule qui soit intermédiaire entre 83 et l'appréciation qu'on a des changements intervenus de par la volonté même du suffrage universel, cela parait simple pourtant. Je sais bien que pour faire fonctionner la règle à calcul, c'est un peu plus compliqué, mais enfin... Donc des propositions raisonnables du point de vue des changements intervenus, pas non plus "ultimatistes", qui donnent prétexte à ne pas faire l'accord.
Donc, faire cela, mais si décidément l'interrogation que je formulais tout à l'heure recevait une réponse tellement négative qu'en effet il n'y a pas de volonté d'accord et de partir des décisions prises au niveau le plus élevé, il

Fondation Jean Jaurès

faudrait aussi en tenir compte. Enfin, écoutez, permettez moi avant de terminer cette brève parenthèse : dans ma propre commune - de temps en temps on parle un peu de soi - l'accord était quasiment fait il y a dix jours, puis il s'est tenu en milieu de semaine une réunion du Comité du Rhône où tout a été remis en cause, tout est reparti au point de départ... alors, on ne va pas continuer comme cela pendant un mois !
Il faut faire une dernière vérification, sincèrement, avec la volonté d'aboutir, mais si elle n'aboutit pas, il faut, en prolongement de notre texte d'aujourd'hui, dire à l'opinion, dans chaque localité : voilà, nous avons tout fait pour l'accord, voilà les propositions qui correspondent à la réalité politique d'aujourd'hui, sur lesquelles nous voulons l'accord, voilà la liste, voilà les places réservées à ceux qui pour le moment n'ont pas encore répondu et nous, nous faisons la campagne, nous disons aux gens ce que nous voulons faire dans les six ans à venir : agir là où nous vivons.
Nous leur disons avec qui le faire, comment, par quelle volonté de vie démocratique constante partout, dans les quartiers, les villes.
Nous nous présentons et que ceux qui doivent prendre leur part de cet effort commun se décident.
Mes chers camarades, il faut faire tout cela, avec une grande activité dans les tout prochains jours. A cette condition, cette épreuve de plus, nous la gagnerons et croyez-moi, c'est comme cela que nous gagnerons de toute façon politiquement.
Mais j'ai aussi la faiblesse de penser que c'est aussi comme cela que nous gagnerons électoralement ce qui, en général, n'est pas contradictoire.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin
Cher premier secrétaire, chers camarades.
Le thème de notre Convention, l'évolution de la situation politique, l'importance du débat en cours sur l'Education nationale, m'incitent à évoquer brièvement devant vous deux thèmes : la situation politique à la veille des municipales, l'évolution de l'Education nationale.
La situation politique à la veille des municipales, d'abord.
Je crois que les derniers développements de cette situation nous imposent d'abord une très grande fermeté à l'égard de la Droite. Celle-ci utilise les spéculations peut-être anormales qui ont été effectuées par quelques individualités, encore que cela reste à démontrer dans notre droit, pour mener une double offensive ; la première est politique, elle est conduite contre nous, les Socialistes accusés par un incroyable amalgame d'affairisme. Aucun ministre ou aucun responsable du Parti Socialiste n'est concerné par cette accusation d'affairisme, aucun d'entre nous n'a spéculé sur les pierres précieuses, comme aucun ministre du précédent gouvernement. messieurs de Broglie, Fontanet, ou

Fondation Jean Jaurès

Boulin, victimes d'affaires de ce genre, jamais élucidées, ne venaient pas de nos rangs. Nous ne devons donc laisser personne sans répondre avec dureté mettre en cause notre honneur collectif.
(Applaudissements)
La deuxième offensive, chers amis, est idéologique, mais aussi économique au sens où elle concerne le pouvoir économique. La Droite politique et certains milieux d'affaires à elle utilisent les controverses actuelles, d'une part, pour préserver leur mainmise sur les noyaux durs, d'autre part, pour mettre en cause le secteur public et l'économie mixte, fondement même sur lequel reposent finalement l'économie française et la société depuis 1945.
En somme, au nom des excès du capitalisme, on nous propose de revenir au capitalisme sans frein. J'en vois mal la logique, mais j'en comprends bien comme vous l'objectif.
Nos positions dans ces situations sont claires, celle du Président de la République qui a invité à la publication du rapport de la Commission des opérations de bourse, celle du ministre de l'Economie et des finances qui, au cours de son audition devant la Commission des finances, a promis que la justice serait saisie s'il y avait lieu, celle du Parti Socialiste enfin, qui souhaite une Commission d'enquête sur l'ensemble des problèmes liés aux privatisations et sur leurs conséquences.
La vérité sera connue, nul, quel qu'il soit n'en sera à l'écart, et c'est l'essentiel. Dès lors, nous pouvons avoir confiance, ceux qui attaquent le Président de la République parce qu'il est la clé de voûte du système, parce qu'il est aussi pour nous un symbole, un inspirateur, ont recours une fois de plus au procédé de la rumeur, les faits les démentiront une fois de plus, nous devons être pleinement aux côtés de François Mitterrand dans les semaines qui viennent.
(Applaudissements)
Oui, on retrouve le visage de la Droite, elle fait silence sur son propre affairisme qui a pourtant été institutionnalisé à travers les noyaux durs, elle pratique calomnies et amalgame contre les Socialistes, elle fait l'alliance régionale avec le Front National, notamment en Ile de France.
Ne nous laissons pas entamer dans notre détermination. Je suis convaincu que les Français nous conservent leur confiance pour faire face aux problèmes de la société d'aujourd'hui et pour préparer l'avenir, car notre bilan et nos perspectives sont encourageants.
Huit mois de gouvernement dans le deuxième septennat de François Mitterrand est un court délai, mais le travail fait par Michel Rocard n'est pas négligeable : rétablissement d'une plus grande justice sociale, réhabilitation de la dépense publique à travers le budget de 1989, mise en place de nouvelles instances de régulation pour l'audiovisuel, lancement d'un effort important pour l'Education nationale, j'en reparlerai.
Le Président de la République vient de tracer dans ses vœux des perspectives d'action pour les mois à venir : une politique de l'immigration plus respectueuse des droits des personnes, une justice moderne, tolérante, une Europe de la solidarité et du partage, une priorité à l'Education nationale, voici en cette année

Fondation Jean Jaurès

du bicentenaire, de grands projets pour la France des droits de l'Homme.
La différence est claire entre les hommes du progrès et une droite toujours aussi dénuée de projets, mais aussi revancharde. La Gauche reste elle même et nous restons nous mêmes ouverts à ceux qui se reconnaissent dans notre projet et fidèle à ce projet ou dessein tracée par François Mitterrand.
C'est pourquoi nous devons aborder les alliances municipales autour d'une ligne claire. Des listes communes avec le Parti Communistes s'imposent. C'est la pratique constante du Parti depuis le Congrès d'Epinay en 1971.
Cette alliance est difficile mais au moins, au plan local, elle fonctionne. Au cours des débats parlementaires récents, le Parti Communiste n'a pas refusé sa participation à de nombreux textes et dans une déclaration commune avec le Parti Socialiste, la volonté des deux Partis de faire obstacle au retour de la Droite au pouvoir.
Cela a été un bon résultat de l'action du premier secrétaire et de nos négociateurs.
Nous avons là les bases d'un accord minimum qui nous incite à la vigilance, certes, mais qu'il nous faut conclure.
Je me suis récemment exprimé sur deux points.
Il faut d'abord que le Parti Communiste ne soit pas excessif dans ses exigences et qu'il prenne en compte l'évolution des rapports de forces mais nous devons aussi faire preuve de réalisme.
Nous ne devons pas multiplier les primaires à Paris ou ailleurs, sous prétexte que le Parti Communiste est excessif dans ses exigences car cela risquerait de faciliter une dérive de notre stratégie historique... ce qui est bien peut-être ce que recherche la direction du Parti Communiste.
Mais, nous ne devons pas non plus céder aux exigences du Parti Communiste sous prétexte que notre approche est unitaire.
En somme, ce que j'ai suggéré, c'est que nous donnions à cette Convention notre interprétation de l'accord, en définissant de façon limitative et stricte, le nombre des demandes de têtes de liste d'union pour les Socialistes car il est temps d'être prêt pour agir.
Le deuxième point, chers camarades, que je voudrais évoquer rapidement devant vous, c'est l'évolution dans l'Education nationale.
J'ai exprimé, à plusieurs reprises, au cours des dernières semaines, ce qu'était mon opinion, notre ambition pour l'Education.
Et je veux le refaire rapidement devant vous, car il est essentiel que les Socialistes se mobilisent autour de cette ambition.
Quelle est notre démarche ?
Elle est celle d'une double réflexion, d'une double négociation qui sont engagées vers une loi d'orientation et vers une revalorisation de la fonction enseignante.
C'est bien ainsi, me semble-t-il, que dans le secteur qui me concerne le plus directement, j'ai suggéré au gouvernement d'appliquer la démarche du contrat que nous proposions lors de notre Congrès de Lille : prendre les choses à froid tranquillement, nouer des contacts, et des négociations avant que la réalité nous

Convention Jean-Jaurès

surprenne.
Ces discussions ont été préparées par une analyse sérieuse, en profondeur des problèmes de l'Education nationale.
Il y a un défi quantitatif et il faut, face aux besoins historiques de l'école, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement supérieur, dégager des moyens importants sur plusieurs années.
Le gouvernement, derrière la priorité affirmée par François Mitterrand, est prêt à engager cet effort.
Il faudra le poursuivre au-delà de 1989 et de 1990. Il ne faut pas manquer ce rendez-vous historique que nous avons avec notre jeunesse, avec notre système de formation. On ne fera rien sans moyens, il faut en être conscient.
L'amélioration de la qualité est une autre exigence. Elle est d'ailleurs une réponse partielle aux besoins exprimés en quantité, et un souci constant pour moi.
C'est tout le travail sur les programmes, sur le rythme scolaire, sur l'orientation des élèves et des jeunes, sur le suivi des élèves, sur la lutte contre l'échec scolaire, sur la rénovation de l'enseignement supérieur que j'ai entreprise.
La diversité est le troisième terme qu'il faut conjuguer avec l'effort en quantité et l'effort en qualité.
Les enfants, les jeunes, ne sont pas identiques. Les parcours, les apprentissages n'ont pas à être totalement les mêmes. Il n'y a pas qu'un modèle de jeunes scolarisés. Il ne doit pas y avoir qu'une seule voie d'excellence, C'est l'acceptation de la diversité et des talents dans l'égalité de la formation qui permet de démocratiser l'enseignement, de réduire les phénomènes d'exclusion.
C'est ce que je disais hier en confrontation directe avec les jeunes lycéens de la FIDEL, réunis en Congrès, et je poursuivrai avec les enseignants, comme avec les autres personnels, avec les jeunes comme avec les parents, ce travail de confrontation directe.
L'élaboration de la loi d'orientation appelle, vous le savez, une vaste concertation et je veux y ajouter une approche pragmatique, progressive, continue au service d'une ambition, c'est-à-dire l'école de tous, une école ouverte sur l'avenir et sur le monde.
Des chantiers nombreux sont ouverts dans ce sens.
Rénovation des enseignements supérieurs, formation améliorée pour des enseignants mieux recrutés, et même pré-recrutés et mieux considérés. Des concours adaptés à l'évolution des savoirs et des disciplines, des établissements plus ouverts, plus accueillants pour les jeunes et pour les parents, des rythmes scolaires repensés, des moyens audiovisuels plus présents à l'école, une école à nouveau elle-même plus présente dans les médias.
La dimension européenne qui est l'avenir de notre éducation. Une administration plus moderne plus déconcentrée, capable d'accueillir : innovation, souplesse, initiative des enseignants.
J'ai vu, dans tous ces domaines, et sur bien d'autres, gérer le temps.
Allez vite, car la rénovation est urgente, sans heurter pour autant les enfants, les parents, les enseignants dans leurs tabous, ou dans leurs exigences.

Fondation Jean Jaurès

Telle est la démarche : rassembler la nation autour de son école. Je sais compter sur les Socialistes pour comprendre et expliquer ce projet.
C'est pourquoi je pense que la mobilisation des Socialistes, dans les semaines qui viennent, partout ou ils sont, élus ou militants, notamment dans les milieux enseignants, est nécessaire.
Il faut faire progresser l'Education nationale et tous sont concernés : les enfants, les parents, l'école leur appartient.
En faisant comprendre que l'investissement dans l'Education n'est pas un gaspillage, qu'il est vraiment la condition d'un maintien puis d'un progrès de la place de la France dans le monde. En direction des enseignants aussi, et là, j'ai le sentiment que le gouvernement leur a fait, en matière de revalorisation, des propositions positives.
Un effort, sans précédent, de plus de 10 milliards de Francs, sur 5 ans, un effort ciblé, un effort qui concerne toutes les catégories, un effort qui reconnaît la réalité des tâches accomplies et non rétribuées jusqu'à présent, sans du tout qu'il soit question de systématiser je ne sais quelle philosophie du mérite qui est hors de mon esprit.
Cette revalorisation doit profiter à la rénovation du système. Une meilleure formation, des pré-recrutements et recrutements en nombre, en qualité, des remplacements mieux assurer, des activités d'orientation, de suivi, de soutien dans et hors la classe, encourager, sont autant d'éléments qui vont dans ce sens.
Quant à cette revalorisation, elle ouvre des perspectives historiques ; aux instituteurs qui bénéficieront d'améliorations de carrière jamais offertes jusqu'à présent à des fonctionnaires.
Je suis d'ailleurs prêt à tenir compte des réactions qu'ils ont exprimés et à faire de nouvelles propositions pour aller plus loin dans le sens de cette égale dignité qu'ils réclament.
Aux enseignants, des écoles collèges et lycées dont la spécificité existe et en même temps, dont les carrières doivent être simplifiées, harmonisées, et revalorisées et qui se voient attribués par nos propositions des avantages indemnitaires immédiats et substantiels.
Aux enseignants du Supérieur enfin, dont les tâches pédagogiques de recherche, d'administration, seront plus justement récompensées et les carrières rendues plus attractives, ce qui est fondamental pour assurer les recrutements nécessaires et servir l'avenir du pays.
L'opinion comprend, je crois, et je dirai même, approuve les perspectives que nous avons tracées et admet qu'elles doivent être compatibles avec l'état de l'économie et des finances publiques, aussi avec celui des mentalités et des comportements.
Je suis comptable mais les syndicats sont comptables, dans une certaine mesure, avec moi, dans l'indépendance qui est la leur, de la bonne gestion du système et de l'utilisation judicieuse des fonds publics.
Je travaille avec des moyens substantiels, mais nécessairement limités et c'est en montrant que ces moyens seront utilisés au mieux qu'il sera possible d'en obtenir, j'espère dans l'avenir, davantage car ce sera nécessaire pour l'avenir.

Fondation Jean Jaurès

Ma tâche est difficile mais elle est passionnante.
Il y a là des enjeux qui méritent qu'on dépasse les clivages traditionnels ou qu'on oublie les divergences subalternes.
Sachez que je m'y consacre pleinement en même temps que cette cause, à mon sens, contribue aux progrès de la société toute entière et concrétise les idées qui sont les nôtres en matière de justice sociale, et d'épanouissement personnel de l'individu qu'il soit enfant, ou adulte.
C'est donc, chers camarades, et pour finir, un message de confiance, que je suis venu apporter ici dans cette Convention du Parti qui est le mien, confiance dans notre identité et dans notre projet dont le Président de la République a tracé le cadre ; confiance dans le travail fait, que les Français jugeront dans la durée.
Cette évolution en même temps, il faut savoir qu'elle ne se fera pas mécaniquement. Si nous voulons la conduire, ou en tout cas peser sur elle, il faut que nous, les Socialistes, nous soyons dans les débats d'idées, dans le mouvement social, et dans l'action politique actifs, ouverts mais déterminés et clairs.
Je vous remercie.

Le président - La parole est à Yvette Roudy, je passe la présidence à Michel Sapin.

Yvette Roudy
Mes chers camarades, je remercie Pierre Mauroy de me permettre de passer avant lui, bien que ce ne soit pas prévu. J'y vois là le signe de l'intérêt qu'il porte aux efforts que je dépense en ce moment pour essayer d'accompagner et de conduire plus loin cette petite révolution culturelle, permanente, qui est demandée au Parti, et qui consiste à lui demander de changer un peu son mode de vie, de changer ses réflexes, et ce, simplement en permettant à la moitié de l'humanité, d'avoir une place un peu moins étroite dans nos rangs.
La bataille, cette longue marche pour faire avancer les femmes dans le monde politique, et singulièrement dans notre Parti, connaît aujourd'hui une étape importante.
Nous sommes d'accord sur les principes, nous savons qu'il est normal, qu'il est logique et nous disons même qu'il est légitime que les femmes occupent davantage de places dans nos rangs et qu'il faut envisager très sérieusement, de vrais moyens pour leur permettre, à l'horizon 2000, d'être à parité.
Sur le principe, nous n'avons pas de problème, c'est lorsqu'il s'agit de passer aux actes, que commencent les difficultés. Je ne vais pas redire ni développer les raisons historiques et culturelles qui font qu'encore aujourd'hui, quand nous, les femmes, nous occupons une place en politique, un petit peu plus importante que ce qu'on a l'habitude de voir habituellement, on a souvent le sentiment d'une certaine façon qu'une certaine illégitimité flotte autour de nous et qu'il faut sans cesse....

Pierre Guidoni - Chers camarades, je pense qu'Yvette sera très sensible au fait

Fondation Jean Jaurès

que vous l'écoutiez dans le silence.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Yvette Roudy - Nous avons donc décidé que cette fois-ci, pour les municipales, quelque chose allait bouger pour de bon, c'est-à-dire qu'il ne serait pas question de vœux pieux ou de vagues recommandations, mais que la décision était vaine si nous ne le faisons avec fermeté, et j'insiste encore, nous savons que c'est possible.
Nous savons certes que le quota n'est pas une chose très sympathique à appliquer, mais nous savons aussi que c'est la seule chose qui puisse faire bouger et nous savons que c'est une règle qui, tout simplement, permet de faire respecter la démocratie.
Nous savons que c'est possible, parce que le scrutin actuel le permet. Nous sommes dans un scrutin à la proportionnelle. C'est une question de volonté politique.
Nous savons que c'est possible aussi parce que ces élections se situent dans un terrain de proximité. Ce sont des élections locales. Les questions de déplacement et de difficultés ne se posent pas.
Pour toutes ces raisons, plus l'évolution de la société, c'est donc possible. Question, chers camarades, de volonté, et je le dis avec d'autant plus de conviction que, déjà, de certaines villes - parce que cela a été pris au sérieux et parce qu'il y a la volonté - me revient l'écho non seulement de 30, mais de 35, de 40 et même de 45% de présence de femmes !
(Applaudissements)
Ce sont évidemment des milieux urbains, mais c'est vrai.
Donc, quand on veut, on peut.
Si je dis cela, c'est parce que me vient à l'esprit, à cet instant, la réflexion d'un camarade, il y a quelques heures, qui me disait : "Non, je n'ai pas pu... ce n'est pas possible... on a essayé... mais ce sera comme cela !"
Je voudrais lui dire - il va se reconnaître si je lui dis qu'il est quelque part dans le Sud-Ouest, dans une grande ville très urbaine et très moderne - je voudrais lui dire : "Comment as-tu fait pour équilibrer tes listes au regard de ces autres quotas que sont les quotas des tendances ?"
Tu dis : "Ce n'est pas possible et ce sera comme cela". Est-ce que, vraiment, tu crois que tu dirais aux amis de Michel Rocard ou de Pierre Mauroy - pour ne citer que les plus éminents de ceux qui sont parmi nous - : "Eh bien ! oui, je sais qu'en effet c'est la règle, je sais que tu dois représenter X ou Y... mais c'est comme cela ! Tu devras te contenter de çà !" ?
C'est donc ce changement qu'il faut faire dans nos têtes et que je vous demande de faire avec insistance.
Considérez, quand vous avez ces listes à élaborer, que c'est aussi important au regard de la démocratie d'avoir cette part, bien modeste, de ce qui est tout de même la moitié de l'humanité, que d'avoir une représentation des tendances politiques !

Collection Jean Jaurès

(Applaudissements)
Voilà donc l'argument que j'essaye de faire avancer, en vous disant - parce qu'il faut que je sois brève - qu'à cet instant je n'ai pas beaucoup d'informations car, dans bien des endroits, les listes ne sont pas achevées, et puis aussi parce qu'on ne me donne pas les informations, pour diverses raisons...
Alors, je voudrais vous dire : donnez-moi les informations dès que vous les avez et, si je les ai par ailleurs, que votre préoccupation première ne soit pas celle de savoir qui m'a informée, mais plutôt de répondre : "En effet, on n'a pas fait assez d'efforts, on va revoir notre liste". Je veux dire que la circulation de l'information est aussi une chose normale dans une organisation démocratique et nous savons très bien combien il est important de ne pas l'étouffer.
Ce que j'ai entendu dire - c'est ce que je disais tout à l'heure - c'est que, quelque part, on arrivait à près de 50%. C'est quelque part dans le Rhône, je crois. Quelque part ailleurs, on arrive à plus de 40%. C'est quelque part dans le Calvados... Vous n'avez pas la moindre idée de là où cela peut se trouver, mais Louis Mexandeau va vous l'expliquer !
Il y a des endroits où cela marche très bien, il y en a d'autres aussi, me dit-on, du côté du Nord, où cela marche bien. Je n'ai que des échos.
Mais malheureusement, il y a des endroits aussi où cela marche moins bien. Cela va de près de 50%, je vous l'ai dit, à près de 7%...
Il faut donc trouver un équilibre. Cet équilibre, c'est 30%.
Mais je voudrais surtout dire - et là, je suis très sérieuse - qu'il serait absolument détestable et très grave pour nous qu'il y ait ce que j'appellerai des dérapages trop significatifs.
Il y a plus d'une quinzaine d'années, j'écrivais dans un livre qu'en matière de places pour les femmes, dans le monde politique, il est plus facile de laisser sa place dans un autobus que dans une assemblée d'élus ! Eh bien ! Je ne me doutais pas que, plus de quinze ans plus tard, j'allais apprendre - j'espère que la rumeur est fausse - qu'un monsieur se préparerait à revendiquer la place d'une des rares femmes tête de liste éligible !
Je dirai que, si cela devait se faire, cela ferait forcément du bruit et cela ne serait pas seulement mauvais pour lui - après tout, c'est sa conscience... - mais ce serait mauvais pour nous, car cela aurait un effet absolument détestable. Ce ne serait pas seulement détestable - ou même plus - au regard de l'éthique, ce serait politiquement une faute car, mes chers camarades, nous serons forcément jugés sur nos actes.
On est forcément jugé sur ses actes. Nous serons jugés sur ce que nous ferons plus que sur ce que nous dirons, nous serons jugés sur notre cohérence, sur notre logique, sur notre courage et, plus que jamais, je dirai à cet instant qu'il nous faut démontrer que nous sommes capables de cohérence, de volonté, de logique et de courage, que ce soit dans ce domaine précis comme dans les autres domaines.
Je vous remercie.

Le président (Michel Sapin)
Merci, Yvette.
La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy
Mes chers camarades, cette Convention nationale, chacun en a conscience, n'est pas l'un de ces rendez-vous habituels que nous imposent nos statuts.
Convention sur les municipales, certes, mais une Convention à laquelle l'actualité imprime sa marque.
A cela, rien de surprenant.
Le rendez-vous des municipales est toujours, dans la vie politique française, un moment fort. La commune est, par excellence, le lieu d'inscription dans le réel des politiques nationales. Dès lors, comment les enjeux politiques pourraient-ils être absents de cette campagne ?
Une équipe municipale doit naturellement traduire cette réalité politique et la composition de nos listes doit nécessairement refléter une majorité au service d'une ambition locale, mais en cohérence avec une politique nationale.
Quel champ politique ?
Quel projet local ?
Quelle majorité ?
Tels sont les trois thèmes que je souhaite traiter devant vous aujourd'hui et qui forment la trame de notre débat.
Le lever de rideau de cette campagne électorale dépasse nos préoccupations communales et notre gestion locale. L'actualité d'aujourd'hui, c'est un affrontement de la Droite contre la Gauche, en dépit des faux prophètes qui prévoyaient avec assurance une totale recomposition de la vie politique française il y a moins de six mois !
Pour la Droite, incapable de s'unir et, a fortiori, de proposer un projet, il s'agit de nous affaiblir, bien sûr.
Il s'agit d'abord d'affaiblir le Président de la République François Mitterrand, réélu dans des conditions exceptionnelles, qui incarne, au-delà des clivages traditionnels de la vie politique française, une vision de l'avenir, une conviction et une détermination pour placer la France dans les courants porteurs de l'histoire du monde.
La blessure de la Droite n'est pas seulement celle d'une coalition qui, par division ou incapacité de convaincre, aurait perdu une élection. Elle s'exaspère surtout dans le découragement d'un mouvement politique qui doit reconnaître que, désormais, l'identité et les chances de la France relèvent d'un Président qui agit et réussit.
La mobilisation internationale qu'a suscitée l'initiative prise par la France de réunir à Paris toutes les nations concernées par la prolifération de l'armement chimique en constitue le témoignage le plus récent et peut-être le plus éclatant.
François Mitterrand, parce qu'il ne se résigne pas à la dictature des événements, parce qu'il exerce sa réflexion sur l'avenir, assure au pays depuis bientôt huit ans un rayonnement qui s'était estompé. C'est cette certitude que le destin

Fondation Jean Jaurès

collectif de la France se trouvera conduit et bien conduit pendant les sept ans à venir que certains cherchent à gommer.
François Mitterrand fait lever l'espérance des Socialistes depuis vingt-cinq ans et singulièrement depuis 1971, et nous savons avec quelle foi, quel engagement, quelle disponibilité, quel courage !
Aujourd'hui, tous les Français reconnaissent avec nous ses qualités, mises au service de la République et de la France.
A François Mitterrand, en votre nom et au nom du Parti tout entier, je voudrais redire notre confiance, notre fidélité, notre amitié, et permettez-moi d'ajouter notre affection.
(Applaudissements prolongés)
Il s'agit aussi d'affaiblir un gouvernement qui est à son travail, à ses responsabilités, et qui s'applique à mettre en oeuvre le contrat passé entre le président et le pays.
En six mois de gouvernement de Michel Rocard, que de résultats enregistrés !
La paix retrouvée en Nouvelle-Calédonie.
La politique économique conduite par la recherche de la croissance et l'amorce du partage.
La mise en place rapide et efficace du revenu minimum d'insertion.
L'élaboration d'un plan ambitieux pour l'Education nationale, dont vient de nous parler Lionel Jospin que je salue et à qui je dis notre solidarité.
Sans oublier la réflexion nationale en cours sur le renouveau du service public.
Il s'agit enfin d'affaiblir le Parti, dont l'image est la meilleure de toutes les formations politiques, le Parti qui, au-delà de la dimension électorale, porte en lui l'espoir de millions de Français, le Parti qui veut l'alliance de la justice sociale et de la croissance économique par le développement des sciences et des techniques.
Au fond, ils cherchent à affaiblir le Parti aujourd'hui prépondérant.
Les enjeux de la Droite, vous les connaissez, nous les connaissons bien. Pour cette droite, c'est vrai, ces enjeux sont de taille et la période qui s'ouvre, avec ses deux échéances majeures - élections municipales et élections européennes - constitue le dernier temps fort avant une pause électorale de trois ans.
Vu sous cet angle, reconnaissez, mes chers camarades, que cette droite a tout de même quelques raisons de s'agiter et de sombrer dans l'agressivité.
Le premier enjeu, nous le connaissons, en tout cas : ils sont là avec l'insolence des privilèges tous ceux qui nous prêchent le consensus mais qui s'inquiètent aussitôt que l'on touche au cœur de leurs intérêts !
Leur réaction contre le rétablissement d'un impôt sur la fortune, même léger - plus faible que son équivalent allemand - pourtant destiné au financement d'une action prioritaire contre la grande pauvreté, n'est-ce pas la preuve la plus éclatante pour ceux qui doutaient encore ?
L'autre enjeu réside dans leur capacité de freiner l'évolution de la société française. Ils pressentent - je devrais dire ils craignent - notre succès.
Il sera évidemment celui d'un nouveau mode de régulation sociale, d'un nouveau modèle de partage, d'une répartition différente des pouvoirs. Il sera la

Fondation Jean Jaurès

réponse au grand défi de cette dernière décennie du siècle, celui de l'innovation sociale comme outil d'une modernisation juste et équilibrée du pays.
Et puis, l'enjeu est, pour tout dire, pour eux, politique. Aucune des armes qu'ils avaient voulu utiliser contre nous au cours des précédentes consultations n'est adaptée à la situation d'aujourd'hui.
Quelle crédibilité auraient les attaques contre l'alliance avec les Communistes ? Quelle conviction emporteraient les arguments de jadis sur notre prétendue incapacité à gérer, nous qui avons jugulé l'inflation et assuré le redressement de notre économie ?
Quels ressorts peuvent-ils donc faire jouer pour nous empêcher de représenter la seule majorité possible pour l'avenir de la France ? Que peuvent-ils, sinon s'exaspérer et utiliser l'événement, quitte à truquer, quitte à mentir, quitte à salir ?
Dans ces conditions, préparons-nous, mes chers camarades, mais vous le savez, à une campagne difficile, sans concessions.
Sur ce qu'on a appelé les affaires, j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer. Je réaffirme l'exigence qui est la nôtre, celle de la clarté et de la transparence, celle du respect de la marche normale des procédures démocratiques, administratives et judiciaires. La séduction par l'argent est de toutes les époques. Nous n'avons pas oublié la garantie foncière, la Villette, les ministres assassinés. Je préférerais m'arrêter... Mais la Droite des diamants, les noyaux durs, la Droite du silence complice étouffant tous ces scandales, la Droite des copains, des coquins et des copains, ou des copains et des coquins, comme vous voudrez... Nous ne l'avons pas inventée ! C'est elle qui nous a gouverné pendant de trop longues années. Au fond, pour répondre à l'injure du secrétaire Général du RPR, il suffirait de lui dire : "monsieur Juppé, vous parlez d'or", mais pourquoi continuer sur ce registre, puisque ses propres amis l'ont fait taire ?
Les Socialistes ont choisi de traiter ce sujet d'une autre manière. Henri Emmanuelli s'est exprimé tout à l'heure pour traduire nos réactions, et je suis tout à fait d'accord avec lui, nous sommes tous unanimes pour traduire notre volonté, et notre volonté, en tout cas, on la traduit de la façon suivante : ni complaisance, ni silence.
On nous lance, en effet, un défi, nous le relevons, non seulement nous en sortirons la tête haute, mais nous en tirerons devant l'opinion toutes les conséquences, quant à notre projet et à notre analyse de la société.
Je résume d'ailleurs d'un mot cette analyse, une société d'économie mixte, que nous dit-on aujourd'hui que les Socialistes seraient coupables par nécessité, puisque leur projet politique est coupable.
Cette société d'économie mixte que nous avons en tête serait-elle le mal absolu, elle qui entretiendrait la confusion entre le pouvoir et l'argent? Peu importe, dans l'esprit de nos contradicteurs, que les pays les plus libéraux, Japon, Etats-Unis, Allemagne, soient depuis toujours le théâtre de telles déviations. La Droite voit là l'occasion de remettre en cause le rôle de l'Etat comme un principe supérieur de notre société. Oui. Au-delà des affaires, c'est l'action de l'Etat qui se trouve mise en cause, et c'est, d'une certaine façon, le conflit entre le sens de

l'Etat et la préservation des intérêts privés. Peu leur importe que la vraie question ne soit ici la dérive du système capitaliste.
Le rachat d'American Can par Pechiney est d'abord un succès industriel. Il autorise les percées à l'exportation indispensables au développement de notre économie. Il y a sept ans, comme chacun le sait, la nationalisation de Pechiney sauva cette société de l'enlisement, et il a fallu tout le talent et toute la poigne de Georges Besse puis de ses successeurs, pour lui faire retrouver l'éclat et le dynamisme qui sont les siens aujourd'hui et quand certains profitent des événements pour esquisser une remise en cause de l'économie mixte, c'est bien alors de rappeler ce que les nationalisations ont apporté de positif à des groupes industriels en très grande difficulté.
(Applaudissements)
Le moteur du capitalisme est actuellement plus la spéculation que la production. Le capitalisme néglige l'œuvre de bâtisseurs industriels pour favoriser le jeu financier, gigantesque monopoly, économie de casino, où l'enrichissement sans cause le dispute à toutes les autres formes de revenus.
Face à ces dérèglements qui ont marqué ces deux dernières années, ponctuées d'OPA, de raids financiers, nous estimons que l'intérêt général doit être sauvegardé et il n'est pas de meilleur gardien de l'intérêt général que l'Etat démocratique.
Nous voulons un Etat moderne qui soit d'abord un Etat juste, qui sanctionne quand il y a lieu de sanctionner, mais aussi un Etat qui clarifie. Dès lors, mes chers camarades, que les Socialistes ont choisi de reconnaître le marché comme lieu de régulation de notre économie, il est essentiel qu'il propose le renforcement des contrôles et la transparence de ce marché.
Ce souci de la transparence tout le monde prétend le partager, mais enfin, il me semble que certains le veulent un peu plus que d'autres ; en tout cas, ils sont plus que d'autres attentifs aux moyens de l'assurer. Au temps du gouvernement de M. Chirac, le groupe Socialiste avait déposé des amendements proposant l'autonomie de la COB ; et l'autorisant à porter plainte devant la justice. M. Balladur a refusé ces amendements. C'était avant les élections présidentielles. Et puis, Pierre Bérégovoy a eu raison de le rappeler, Pierre Bérégovoy a reçu du Bureau exécutif l'accueil que vous savez, je lui dis notre confiance et notre amitié.
S'agissant des marchés boursiers, un projet est en cours d'élaboration, affirmant clairement, au niveau des principes, que toute définition de compétence plaçant la COB en retrait par rapport à son homologue américain, la SEC, serait une insuffisance de notre démocratie. Nous devons aller droit au but, quitte à bousculer, chemin faisant, quelques privilèges ; ainsi, on verra de quel côté se trouvent la conscience et la rigueur.
Plusieurs organismes témoignent, par leur fonctionnement, de l'utilité de contrepoids, face aux puissances de l'argent : le Conseil national de crédit pour la réglementation bancaire, le CERQ pour la connaissance des revenus, d'autres aussi, peut-être à un moindre titre, la Commission de la concurrence, la Commission des comptes sociaux, et peut-être un jour, souhaitons-le, puisqu'il

est doté de compétence financière, le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Profitons de l'actualité pour réexaminer nos législations sur la concurrence et les prix imposés, et sur les ententes ; pourquoi, sur ce point, resterions-nous en retrait sur les législations d'Allemagne ou des Etats-Unis ?
La transparence est un choix, non une fatalité. La démocratie ne s'arrête pas là où commence la raison d'Etat. Nous ferons la lumière et si des défaillances sont constatées, sanctionnons-les, et créons les conditions pour qu'elles ne se renouvellent pas.
Mes chers camarades, tout à l'heure, Jean-Marie Cambacérès vous a présenté le manifeste. Quel projet local en effet ? Il faudra, bien sûr, répondre aux interrogations de nos électeurs. Celles-ci portent sur nos villes. L'élection municipale est toujours une consultation aux conséquences concrètes importantes pour la vie quotidienne de chacun, mais au-delà de cette dimension, les élections municipales de 1989 auront une signification plus large encore. Elles marqueront la première consultation municipale depuis que la décentralisation est amorcée. Elles sont aussi le dernier scrutin avant l'harmonisation européenne de 1992/93. Ce double mouvement est au cœur du manifeste municipal que nous aurons à adopter au cours de cette journée.
Pourquoi manifeste municipal ? D'abord, nous avons à parachever la décentralisation. A nous de tirer les bénéfices d'une réforme que personne ne remet en cause. A nous aussi d'inventer au plan municipal de nouvelles formes de relations entre l'Etat et la société. Il s'agit de faire oeuvre de justice et, tout particulièrement, dans le domaine du logement. Nous devons enrayer les hausses abusives liées à la libéralisation incontrôlée des loyers. Un premier pas a été fait avec une première modification de la loi Méhaignerie. Beaucoup d'élus, vous le savez, ont la conviction que ces mesures restent encore insuffisantes. Si nous le vérifions, nous n'hésiterions pas à franchir une étape supplémentaire.
(Applaudissements)
Plus de justice nous impose de réfléchir aux modalités d'une réforme de la fiscalité locale. Vous trouverez dans notre manifeste une proposition qui permet de mieux prendre en compte la situation réelle des contribuables, en introduisant les revenus dans le calcul de la taxe d'habitation, mais il fallait aussi apporter quelques réponses concrètes exigées par l'approfondissement de notre démocratie locale, d'une part, élaborer un statut de l'élu, nous le proposons, il constitue un élément essentiel de la rénovation de notre vie politique et, je le dis en incidence, car le débat est beaucoup plus ample encore, le statut de l'élu appuie la décision prise de consacrer un poste éligible sur trois aux femmes, chère Yvette, et elles sont les premières bénéficiaires.
(Applaudissements)
Quant aux immigrés, soyons courageux, faisons preuve de plus de générosité, de plus de réalisme. L'urgence, c'est l'abolition de la loi Pasqua.
(Applaudissements)
Mais sachons aller au-delà : l'intégration. Voilà le mot clé. L'intégration c'est diminuer les délais de naturalisation, naturaliser davantage et plus rapidement. L'intégration, c'est l'effort de scolarisation adaptée à cette population

défavorisée, avec des cycles de rattrapage et une formation valorisante.
L'intégration, c'est une meilleure politique du logement partant du ghetto, favorisant la mise en oeuvre d'une réelle politique sociale.
Toute cette volonté vaut pour les immigrés, population souvent défavorisée mais aussi pour toutes les couches sociales en difficulté.
L'Etat doit jouer un rôle incitatif, de volontaire apportant les financements nécessaires, et des Conventions seront signées entre l'Etat et les villes engagées dans cette démarche.
La société d'économie mixte, c'est aussi s'attaquer hardiment à la vie quotidienne des citoyens et, plus particulièrement, ceux qui connaissent des difficultés. Mais il fallait aussi, chers camarades, marquer notre ambition d'ouvrir la commune sur l'Europe.
La libre circulation des biens et des personnes, l'ouverture des marchés publics se traduiront nécessairement dans la réalité par des gestions locales. Chaque ville, désormais, est aux marches de l'Europe. Elles communiquent et dialoguent. Elles vivent en réseau avec ses homologues européens.
Cette situation créée une double nécessité : des villes plus fortes dans un espace mieux aménages, des villes plus fortes... je sais que ça n'est pas toujours facile mais des villes plus fortes car la multiplicité de nos communes, qui constituent par ailleurs un atout pour la démocratie, deviendrait un handicap si nous ne posions pas des règles plus précises en matière de coopération inter-communale.
Les grands ensembles urbains constituent l'élément de base de la gestion prévisionnelle de l'espace, du mouvement des hommes, ou des communications.
Nos régions ne sont pas du tout à la taille des régions européennes. Nous proposons, dans le manifeste, d'en limiter leur nombre. Nos villes, non plus, ne sont pas de taille à rivaliser avec les grandes métropoles européennes, et il nous faut définir, et nous commençons à le faire, un nouveau cadre d'agglomération qui s'appliquerait de droit et qui constituerait en même temps qu'un élément essentiel de notre vie locale, l'expression d'une nouvelle démocratie économique.
Ces villes fortes devront s'inscrire dans un espace mieux aménagé, et aménagé à partir d'une vision européenne.
Les grands équipements débordent du cadre national. De nouvelles technologies favorisent le développement des communications. La France doit préparer le 21ème siècle en regardant son territoire d'un peu plus haut et en dotant son aménagement de la dimension internationale. Bref, il nous faut définir un aménagement du territoire profondément repensé, renouvelé et disposant des moyens nécessaires.
C'est le pari du second souffle de l'aménagement du territoire. En tous cas ce sont là les choix essentiels que nous avons repris dans notre manifeste.
Quel manifeste ? Quelle majorité ? Quel programme ? Je termine par là.
L'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République apporte la réponse au plan national. Les municipales doivent refléter localement les contours de cette majorité présidentielle.
Ce souci, mes chers camarades, nous l'avons traduit dans le triptyque.

Fondation Jean Jaurès

Premièrement, renforcer le Parti Socialiste par la mise en place d'un dispositif de prise en compte de la composition des listes par la Direction nationale.
Je rappelle la règle : les communes de plus de 20 000 relevant du Bureau exécutif, le reste à l'échelon fédéral, et il y aura beaucoup de travail à l'échelon fédéral dès lundi, en apportant un soin extrême à la composition de nos listes sur deux questions en particulier : la place des femmes et l'inscription sur nos listes de Français d'origine étrangère.
Deuxième élément du triptyque, refléter les contours de la majorité présidentielle.
Avec le MRG un accord a permis de consolider et de développer la majorité présidentielle dans le respect de nos sensibilités respectives. Avec les Démocrates Républicains de Progrès, nous souhaitons leur participation sur nos listes. Nous en laissons l'initiative à nos sections et à nos fédérations, et nous assumons cette majorité présidentielle. Nous l'assumons bien entendu dans la cohérence et dans la clarté.
Nous nous félicitons de l'accord qui est intervenu à Metz, et je veux féliciter en particulier les Socialistes qui ont su mener une discussion, une concertation et aboutir à un résultat. Et je dis avec Jean Poperen qu'à Auxerre, jusqu'ici cela ne se passe pas tout à fait de la même manière. Là aussi il faudra discuter et arriver à un accord dans la clarté.
En tous cas la direction du Parti s'y emploiera, et moi-même je prendrai mes responsabilités sur ce sujet.
(Applaudissements)
Nos listes doivent être des listes ouvertes. On a beaucoup parlé de discussions entre les Socialistes et les Communistes, mais n'oublions pas qu'il n'y a pas que des Socialistes et des Communistes sur nos listes. Elles doivent être ouvertes. N'oublions jamais que François Mitterrand a obtenu 34% au premier tour, 54% au second, lors de l'élection présidentielle, et nos listes doivent pouvoir rassembler l'ensemble de cet électorat.
Troisième élément du triptyque, le rassemblement à Gauche. Cette rubrique vise pour l'essentiel la négociation avec le Parti Communiste. Nous savons que le Parti Communiste n'est jamais un partenaire facile. Il ne l'était pas du temps de sa toute puissance, il ne l'est pas non plus aujourd'hui qu'il est en situation plus difficile.
Première question, mais vous avez répondu unanimement, fallait-il ou non rechercher un accord ?
Il n'y avait que deux solutions possibles : l'absence d'accord, et on le comprend mieux aujourd'hui, nous conduisait inévitablement à la généralisation des primaires. Cette situation n'était pas dans notre intérêt. Les primaires, pour des partenaires de listes d'union sortantes, auraient constitué une remise en cause du passé récent et donc une perte de crédibilité pour l'avenir. Les primaires auraient globalement diminué nos chances de conquérir des villes sur la Droite. De plus notre volonté sur ce plan là de faire des listes communes est en harmonie avec notre stratégie. Par conséquent nous sommes clairs, nous avons décidé de rechercher l'accord, cela à l'unanimité du Bureau exécutif, puis de la

Convention nationale d'Epinay.
Dès le début nous connaissions les difficultés de l'exercice. Le Parti Communiste s'en tenait à une vision globale des négociations, qui correspondait à son intérêt, celle d'une pression maximale sur nous, on s'en aperçoit et on s'en est aperçu, cher Marcel, dans les quelques jours qui ont précédé notre Convention, l'organisation centralisée du Parti Communiste lui permettant d'améliorer son rapport de force.
Vous savez dans quelles conditions nous avions obtenu l'accord, par une excellente coordination de notre Direction nationale, par les efforts de tous ceux qui ont été cités par Marcel Debarge, et puis par lui-même. Je veux lui rendre hommage.
(Applaudissements)
Par notre fermeté que vous avez approuvée, le gel national puis finalement la signature de l'accord.
Cet accord a marqué des avancées importantes et il porte reconnaissance du pluralisme de nos listes. Il comporte un engagement politique, de refuser de mêler nos voix de la Droite. Nous la Gauche, c'est-à-dire eux et nous. Il donne un mode d'emploi à la négociation en définissant strictement trois critères, et c'est bien là qu'est tout l'objet du débat, pour la désignation de têtes de listes et la composition de ces listes.
1983, audience des maires sortants, représentativité compte tenu de l'évolution des résultats jusqu'à aujourd'hui.
C'est écrit en toutes lettres dans l'accord mais ces derniers jours, on se demandait si vraiment le Parti Communiste savait lire un accord. Et en particulier, s'il savait relever cette phrase qui est dans notre accord.
Alors où en sommes-nous aujourd'hui ?
Les difficultés, vous les connaissez, on les a décrites, vous nous les avez rapportées. Notre attitude, c'est là notre force aujourd'hui, elle reste fondamentalement la même, c'est celle du respect de l'accord. Respect de l'accord pour la désignation des têtes de listes mais respect de l'accord aussi pour la composition de ces listes.
Désignation des têtes de listes : dans les villes où la Gauche est sortante, soit 80 villes à direction Communiste et une centaine de villes à direction Socialiste, la règle de l'accord, c'est la liste commune.
Le cas le plus fréquent est la reconduction de la tête de liste sortante. Nous considérons en effet que l'audience des maires sortants joue en leur faveur et c'est vrai que dans la plupart des cas où le PS est devenue la première force de la commune, face à un maire PC, nous ne revendiquons pas la tête de liste, considérant que l'audience du maire comble généralement l'écart entre les représentativités de nos deux Partis.
Mais ce n'est pas vrai partout. Et sur l'ensemble de toutes les villes, regardez la situation de près, nous estimons qu'il devrait y avoir un certain nombre d'exceptions, 8 ou 9 exceptions qui sont fondées, qui s'appuient sur une représentativité très large de notre Parti dans ces villes, par rapport à celle du Parti Communiste.

Fondation Jean Jaurès

C’est par conséquent l’application de l’accord.
Pour les villes à conquérir sur la Droite, là encore, nous avons opté pour les listes communes. Mais la règle pour la tête de liste est que la force la plus représentative conduise la liste.
Tout indique qu’en ce qui concerne les têtes de listes nous pourrions sur cette base parvenir assez rapidement à un accord avec le Parti Communiste.
Et je dois dire - secret de polichinelle vous avez suivi tous les méandres de cette discussion - que nous y étions pratiquement parvenus. Mais il reste le problème de la composition des listes. Il n’y a pas que le problème des têtes de listes et c’est là que le Parti Communiste, dans les derniers jours, tranquillement, férocement, d’une façon ostentatoire et quelquefois même un peu ridicule, est sorti des termes de l’accord.
Il continue à chercher à négocier sur ce plan là, sur la base de la représentativité en 1983, sans tenir compte de la représentativité de 1983 à aujourd’hui.
Ceci n’est pas conforme à l’évolution du suffrage universel, donc au principe démocratique qui est l’un des grands principes de la République. La représentativité à prendre en compte doit l’être en fonction des trois critères posés par notre accord, et quand dans une commune à tête de liste Communiste, la représentativité des Socialistes s’est accrue,, leur place sur le contingent municipal, doit s’accroître et celle du Parti Communiste, diminuer.
Eh bien oui !
Sur ce point là, la négociation est difficile, inutile de vous le dire. Mais je vous le dis, et c’est le mandat que vous allez nous donner, la question des têtes de liste et celle de la représentativité sur les listes communes sont deux questions qui sont liées ! Il ne peut pas être question de nous donner satisfaction pour les têtes de liste et de nous la refuser en ce qui concerne la composition de ces listes, c’est-à-dire le rapport de force entre Socialistes et Communistes !
(Applaudissements)
Pas question !
Notre négociation avec le Parti Communiste n’est pas une négociation en deux temps, un problème réglé, un autre qui s’ouvre.
C’est une grande négociation qui forme un ensemble et il est clair, mes chers camarades, que si nous n’avons pas satisfaction sur la composition des listes, sur le dosage en fonction de notre accord qui doit être respecté sur ces listes, nous ne pourrons pas donner notre accord au dispositif que je viens d’énoncer et qui concerne les têtes de liste. C’est évident.
Cela veut dire qu’au lieu des quelques primaires que nous envisageons, il y en aurait nécessairement davantage. Tout est lié.
Nous sommes pour l’application de l’accord dans son intégralité, et c’est lorsque nous nous serons mis d’accord sur la composition des listes que nous nous engagerons définitivement sur le problème des têtes de listes. Et c’est bien cela le sens de la motion qui a été rédigée cette nuit par la Commission des résolutions et quia été présentée tout à l’heure par Marcel Debarge.
Alors Marcel Debarge nous a rendu compte des procédures que nous avons mises en place en Commission des résolutions pour constituer des listes

communes. Bien sûr il faudra nous battre, tout n'est pas terminé ce soir, tout recommence demain.
A ceux qui s'inquiéteraient, je rappellerai que jamais dans le passé nos négociations avec le Parti Communiste n'ont été faciles. Elles ne l'étaient pas lorsqu'il était au gouvernement il y a six ans. Il faudra donc beaucoup de sang-froid, beaucoup de patience, beaucoup de détermination, et j'en appelle à votre expérience et à votre mobilisation.
Mes camarades, notre stratégie est connue : le rassemblement à Gauche. Notre tactique est claire, en harmonie avec notre stratégie. Notre souhait, il a été exprimé par tous ceux qui sont venus à cette tribune, il pourrait être exprimé par tous ceux qui sont dans cette salle et au-delà, qui sont dans le pays, notre souhait c'est l'union et par conséquent la composition de listes communes, mais dans un rapport de force qui n'est pas celui là même que nous pourrions souhaiter, qui n'est pas le rapport de force souhaité, bien sûr, par le Parti Communiste, mais tout simplement le rapport de force qui a été établi par le suffrage universel que nous devons respecter, et je précise que dans toutes les négociations qui ont eu lieu auparavant, dans les relations quelquefois difficiles, avec de bons et mauvais moments, avec le Parti Communiste, nous avons toujours respecté la loi du suffrage universel, celle qui donne l'audience au Parti Socialiste ou au Parti Communiste.
Le Parti Communiste, il a voulu jouer un peu ce qu'il pensait être la faiblesse des Socialistes, un Parti très décentralisé, à côté d'une formation, elle, très centralisée. Il se trompait. Je lui dis de cette salle qu'il s'est trompé. Nous avons été au coude à coude sur le plan national. Henri Emmanuelli, Marcel Debarge et tous les autres pourraient vous le dire, vous l'ont dit, nous avons été au coude à coude avec vous, les fédérations, nous avons été en liaison permanente avec les nombreuses sections. Nous y resterons et dès lundi nous serons sur le pont, les négociations doivent reprendre lundi, mardi, et les résultats doivent tomber mercredi, jeudi en ce qui concerne la composition des listes.
Merci de la cohésion dont vous faites preuve, c'est notre plus grande force. Alors encore un peu de patience, un peu de sang-froid, une grande volonté, une belle cohésion et nous finirons par l'emporter mais au-delà, et je ne l'oublie pas, il est temps de commencer la campagne électorale, la campagne, ce n'est pas la discussion Socialiste et Communiste, c'est le dialogue avec la population, la présentation de notre programme, bref, c'est tout ce qui fera l'animation des prochaines semaines.
Bon courage, camarades, et bonne chance.
(Vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, avant de suspendre la séance, deux choses à vous dire, la première c'est que nos travaux reprendront à 14 h 30 sous la présidence de Louis Mermaz avec comme premier orateur Georges Duperat, et d'autre part, vous avez la possibilité de vous restaurer sur place dans le bel immeuble qui nous accueillie.
Merci et à cet après-midi.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Parti Socialiste
Convention nationale
Séance du dimanche 29 janvier 1989
(Après-Midi)

La séance est ouverte sous la Présidence de Louis Mermaz.

Le Président (Louis Mermaz)
Nous reprenons la séance.
La parole est à Jean-Luc Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon
Chers camarades, il n'y avait rien dans nos assiettes qui justifie qu'on s'attarde si longuement à table !
(Applaudissements)
C'est pourquoi je mets un terme à cette punition, en prenant la parole le premier.
Il y a une difficulté dans la situation dans laquelle nous sommes, qui est celle de parler avec franchise de ce que l'on analyse, en essayant de tenir les deux bouts de la chaîne, d'un côté la solidarité, qui est due et qui est ressentie à l'égard de tous ceux qui, dirigeant le Parti, sont confrontés à cette échéance, aux tâches qu'elle implique, aux négociations aux rapports de forces qu'elle suppose, et de l'autre, dire à ces camarades ce que l'on pense vraiment des raisons pour lesquelles, en effet, nous sommes une nouvelle fois dans les difficultés avec le Parti Communiste.
Quelqu'un ce matin a posé la question de savoir si les Communistes voulaient l'accord pour les élections municipales. Pour ma part, je veux y répondre sans détour : non, les Communistes ne veulent pas d'accord pour les élections municipales. Et ils sont constants dans cette attitude, comme ils l'ont été en 1978, comme ils l'ont été en 1981, jusque et y compris au vote révolutionnaire dont certains d'entre vous se souviennent comme ils l'ont été en 1988.
Ce que nous pouvons dire des Communistes, c'est que depuis 1978 ils n'ont jamais voulu l'union, mais que nous leur avons toujours imposé l'union.
Et qu'à la question de savoir si l'on croit à l'union, il faut répondre, comme François Mitterrand, "je n'y crois pas, je la veux".
Mais la grande différence c'est qu'aujourd'hui les Communistes ont le sentiment d'avoir une possibilité qu'ils n'avaient pas dans le passé, et je crois que nous n'aurons pas d'autre accord signé avec le Parti Communiste.
Je souscris totalement aux conditions de l'accord qu'a décrites ce matin Pierre Mauroy, je crois que c'est la bonne voie, mais j'ai la quasi certitude que les Communistes se disent qu'il y a plus à gagner à ne plus rien signer d'autre, après avoir signé l'accord que vous savez, parce qu'ils pourraient retirer de cette situation quelque chose dont ils sentent que c'est à leur portée de main, une espèce d'union à la carte. Ici, il y aurait l'accord, là il y aurait un accord partiel, avec certains Socialistes, là-bas il n'y aurait pas d'accord du tout, ici ou là on pourrait prendre appui sur tel ou tel accord local signé par des Socialistes qui tourneraient le dos au principe du rassemblement à gauche.
Il est juste de dire qu'une telle menace existe, il est juste de dire que d'ores et déjà un ou deux exemples existent, et qu'ils ne peuvent pas être des exemples locaux, car si les élections municipales sont des élections locales, elles sont aussi des élections politiques, qu'il n'y a pas de politique locale, il n'y a de politique que nationale.
Dans ce contexte, je suis au regret de dire que pour ma part je ne félicite pas les

camarades de Metz, car à Metz nous avons accepté - je le dis, la réponse qui est faite ordinairement c'est : c'est au premier secrétaire fédéral de trancher, soit qu'il tranche, c'est bien sûr lui l'interlocuteur - un diktat qui est celui de Rausch, qui était qu'il n'y ait pas de Communistes sur la liste. Je donne mon sentiment, on expliquera si je me trompe.
Il a dit qu'il n'y aurait pas de Communistes sur la liste, comme les Communistes ne voulaient pas y aller, on se retrouve dans cette situation où les deux extrêmes en sectarisme se retrouvent, et ensuite nous avons signé un accord. C'est clair, si j'ai tort, si mon information est erronée, je le reconnaîtrai volontiers. Qu'il soit clair, car la délégation de ma fédération est aussi mandatée là-dessus, mais peu importe, si elle ne l'était pas, je dirais ce que je pense, qu'il ne peut être question qu'il y ait la moindre exception au principe du rassemblement de la Gauche, il ne peut être question que dans une seule ville des exclusives soient prononcées par les uns et par les autres, mais là par quelqu'un qui ayant été invité à la table de la famille n'a pas le droit de choisir qui doit s'y asseoir, qui doit s'en aller, qui doit y revenir et dans quelle proportion, c'est le même scénario pour ce qui est d'Auxerre, et ce qui se conclura dans le pays, nous l'avons assez dit, lorsqu'il s'agissait des primaires, nous trouvera opposés partout dans le pays. Les camarades d'Auxerre ne prennent pas cette direction, il faudrait leur dire que là nous sommes en désaccord, qu'on ne peut pas accepter de Soissons ce qu'on aurait accepté de personne d'autre, la priorité contre l'alliance de rassemblement à gauche, et la présence sur la liste d'hommes de droite qui s'en réclament, pour qui le seule sigle de majorité présidentielle c'est encore trop à gauche pour eux.
Il n'y a pas une commune de France, où l'on ne renverrait pas à la figure cette situation si nous l'acceptions. Si je prends ces exemples, ce n'est pas par une espèce de fascination pour ces deux communes, mais parce qu'elles servent de prétexte dans bien des endroits et de justification pour proposer d'appliquer autre chose que la ligne sur laquelle nous sommes tombés d'accord. Dans cet ensemble, j'ai pris ces deux exemples, mais j'estime que lorsque le Parti Communiste dans la partie de bras de fer qu'il a engagée avec nous, travaille pour qu'il n'y ait pas d'accord, nous sommes en partie affaiblis, car comment nier en même temps qu'il y a cette offensive constante du Parti Communiste contre le rassemblement de la Gauche, il a toujours mis ses intérêts de parti avant ceux de la Gauche, qu'il y ait eu en même temps et au fil d'interventions une autre conception de ce qu'est le rassemblement de la Gauche, qui a été avancée, qui fait pratiquement le parallèle.
Il est clair que lorsqu'on s'est risqué à dire que la vision de l'avenir du Parti Communiste était stalinienne, on ne se rendait pas un service. Là encore, ce n'est pas par amitié idéologique, par proximité idéologique que nous concluons des accords avec le Parti Communiste, c'est seulement parce que c'est la condition du rassemblement politique de notre base sociale. Premièrement, oui les deux lignes ont cheminé, et continuent à cheminer.
Deuxièmement, parce qu'il est clair qu'il nous manque quelque chose : la confiance, et quand je dis cela, je suis sûr que tous les camarades feront la part

des choses. Mais comment le dire ? Il faut bien le dire à un moment donné, puisque parfois même, contre toute raison, on voit ce manque de confiance se dresser devant nous. Tout le monde sait que dans le domaine de l'éducation, nous sommes dans le processus, qui est encore quelque d'irrationnel. Lionel Jospin a bien raison de dire que c'est la première fois qu'on voit une grève contre des milliards, qui sont attribués, je n'entre pas dans le détail, mais il a bien raison de faire cette remarque.
Comment arrivons-nous à cette situation ? Avant que nous ayons fini de parler, nous sommes suspectés de vouloir faire autre chose que ce que nous avançons. Quelque chose est perdu qui doit être impérativement renoué.
J'en viens à ma conclusion : quels que soient les besoins du rassemblement, et aujourd'hui nous sommes déjà largement engagés dans la préparation des élections municipales, où nous allons tous nous retrouver au coude à coude, dans cette bataille, nous y sommes déjà, mais il est impossible de ne pas faire observer que nous sommes sous le risque d'une abstention extrêmement importante, et que nous en connaissons les causes. Ce n'est pas seulement le trop d'élections, c'est, comme je l'ai dit tout à l'heure, quelque chose de la confiance nécessaire un peu perdue.
Nous savions très bien, dès le lendemain des élections présidentielles de mai 1988, qu'il y a eu débat entre nous pour savoir qui avait gagné les élections, car de la réponse apparemment anodine, dépendait tout le reste, la stratégie, l'importance, l'ampleur des réformes à prendre. Il est clair que si nous ressortons des élections municipales dans un rapport de forces affaibli, où il apparaîtrait que la majorité du 8 mai 1988 ne se serait pas réunie une nouvelle fois pour faire valoir que la Gauche est majoritaire dans ce pays, qu'en même temps celui qui l'a rassemblée en mai 1988, le Président de la République, sortirait affaibli du complot qui se trame autour de nous, sur ce qu'il est convenu d'appeler les affaires, alors au nom du fait que la majorité du 8 mai ne se serait pas retrouvée, on pourrait nous dire : vous le voyez bien, la Gauche n'est pas majoritaire, il est largement temps de faire autre chose.
Je me contente de poser, après avoir dit quelle était ma contribution à la bataille commune que naturellement de tout cela, puisqu'il en a été question, il faudra aussi faire un bilan et qu'on ne peut pas imaginer que le bilan des élections municipales ne participe pas pleinement des questions que nous aurons à trancher au Congrès du Parti.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Geneviève Domenach-Chich.

Geneviève Domenach-Chich
Chers camarades, moi je voudrais intervenir sur deux points d'application de notre manifeste.
La mise en place du RMI.
L'intégration des immigrés.

Le projet de manifeste que Jean-Marie nous a présenté ce matin et que nous allons vraisemblablement adopter, souligne la nécessité de mettre en cohérence l'enjeu des élections municipales et le premier bilan de neuf mois de politique du gouvernement de Michel Rocard.
Lors de ses vœux aux Français, le Président de la République a rappelé que la lutte contre les exclusions était au centre de l'action du gouvernement de Michel Rocard. Elle est au centre de l'action menée dans nos communes, car la lutte contre les exclusions, c'est l'affaire de tous, de l'Etat, certes, et la loi sur le RMI est l'un des passages à l'acte les plus significatifs, mais aussi des collectivités locales et notamment des communes, car c'est au niveau des communes que se jouera la réussite ou l'échec du RMI et singulièrement du I, de l'insertion.
Avant-hier, se tenait à Rennes un collège de la ENESR sur "insertion et solidarité", et tous les élus présents les travailleurs sociaux, les responsables d'associations, tous ont souligné l'enjeu, et certes les difficultés, d'une telle politique d'insertion.
Mais une politique d'insertion menée au niveau national, menée au niveau départemental, menée au niveau des communes, c'est d'abord une politique de prévention et une politique de prévention, et cela coûte cher.
Certes, cela coûte cher, mais moins cher que des mesures de réparation, cela il ne faut pas l'oublier et le faire oublier à nos technocrates. Mais une politique de prévention doit être menée sur le long terme avant d'avoir des effets.
Or, la commune est le lieu privilégié d'une politique de solidarité au quotidien à deux conditions : si cette politique se développe en synergie avec les niveaux intercommunal, départemental, régional et national et si l'ensemble des partenaires est mobilisé : élus, travailleurs sociaux, associations, si la mobilisation générale fonctionne.
Rappelons-nous l'énorme effort consenti en 1982 sous l'impulsion du gouvernement Mauroy après la parution du rapport Bernard Schwartz, au nom de la mise en place des missions locales d'insertion des jeunes en difficulté. Aujourd'hui, ce sont des missions d'insertion des adultes qu'il nous faut mettre en place.
Un autre enjeu, un autre terrain de la lutte contre les exclusions, je veux parler, après le premier secrétaire, de l'intégration des immigrés.
Je voudrais rappeler et répéter qu'effectivement on est un certain nombre de gens à dire depuis pas mal de temps ce que j'ai dit moi-même à la Convention nationale de janvier 1988, Convention sur les présidentielles, à savoir que c'est dans le cadre de politiques globales en direction des populations défavorisées qu'il faut traiter l'intégration des immigrés, comme le propose d'ailleurs le manifeste. Au-delà
de la révision, voire de l'abolition de la loi Pasqua, au-delà de toutes ces mesures nécessaires, indispensables, et bravo au courage du Président de la République d'avoir fait sauter ce verrou le 31 décembre, mais au delà de ces mesures sachons que l'intégration des populations étrangères, d'origine étrangère, car l'immigration est composite, on le sait tous, elle est faite d'une superposition de générations et de leurs enfants, de ceux qui vivent dans nos

Fondation Jean-Jaurès

communes, n'est pas qu'une affaire de droit, c'est aussi une affaire de vie quotidienne qui passe par le logement, qui passe par les actions de réhabilitation de quartiers dégradés, qui passe par l'école, qui passe par le développement des loisirs, des associations créées par des jeunes issus de l'immigration, il y en et il faut les encourager.
A ce propos, je voudrais signaler qu'il y a des contrats d'agglomération entre Etat, région et commune, il y en a 44, et c'est un instrument très important, c'est un instrument qui nous fera privilégier une telle politique.
C'est en créant les conditions de cette intégration - on dit l'intégration, c'est un processus, cela demande du temps - dans le cadre d'une politique globale en direction des plus défavorisés, français et immigrés, au niveau d'actions concrètes dans les quartiers, au jour le jour, de manière modeste et laborieuse, que l'on maintiendra la cohésion sociale qui n'existe pas dans certains quartiers britanniques, vous le savez bien, et on pense tous à Liverpool. C'est à cette condition qu'on renforcera la cohésion et la conscience nationale. C'est également en développant des pratiques de participation des habitants au niveau des quartiers où vivent français et immigrés et pas avec des organisations séparées, c'est en développant des associations où vivent français et immigrés comme cela se développe à Mantes, à Hérouville Saint-Clair, comme cela évolue à Mons en Baroeul, qu'on luttera efficacement contre la xénophobie et qu'on favorisera l'intégration nationale.
En conclusion, je voudrais dire, chers camarades, que c'est sur ces questions de lutte contre les exclusions qui correspondent à nos valeurs, qui correspondent à notre conception de la société, qui correspondent à notre dessein que nous devons travailler, mais nous savons qu'il s'agit de processus lents, il y a des modifications de comportement, de mentalité à obtenir, mais ces modifications, il faut les favoriser.
Il est heureux que dans la société civile, dans la vraie société civile, dans les vrais corps intermédiaires, dans le tissu associatif, et notamment du côté de SOS Racisme, un travail d'évolution des mentalités se fait, mais il faut qu'il se fasse au niveau politique et au niveau de notre parti.
Sur toutes ces questions, il faut dire clairement, courageusement, comme le disait Pierre Mauroy ce matin, où on veut aller et puis au niveau local répondre aux attentes, passer à l'acte modestement, donner des signes.
C'est sur ces questions de société, pas seulement mais aussi sur ces questions de société que nous serons fidèles à notre électorat de gauche, c'est sur ces questions de société que nous mobiliserons les femmes et les hommes de gauche qui, comme disait Mélenchon, tout à l'heure, seraient tentés par l'abstention.
(Applaudissements)

Le président - Merci Geneviève. La parole est à Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni
Chers camarades, notre Convention d'aujourd'hui sera, je l'espère, la dernière que nous consacrerons à fixer les conditions dans lesquelles se négocient les

listes pour les prochaines élections municipales. Le texte issu de la Commission des résolutions, tel qu'il vous a été lu par Marcel Debarge, précise, je crois très clairement, quelles sont à l'heure actuelle l'analyse et la volonté du Parti.
Notre volonté de rassemblement à gauche, de rassemblement de la Gauche, ne peut, je crois, être mise en doute par personne, répétons-le, s'il y a un accord national, c'est parce que nous l'avons voulu. Il n'a pas été si facile de faire triompher cette idée, pourtant simple, qu'il n'y aurait accord dans nos communes que s'il y avait accord de nos Partis.
L'accord du 12 janvier avait été vous l'imaginez, soigneusement étudié, négocié, mis au point. Il n'est que de l'appliquer et les Socialistes, partout, je le crois, n'ont pas d'autre volonté que de l'appliquer loyalement, sereinement, mais dans la clarté. Ils revendiquent leur place, leur juste place, dans le panorama politique de ce pays, telle qu'elle découle de l'expression du suffrage universel, telle qu'elle découle des préférences exprimées par les citoyennes et les citoyens de ce pays, commune par commune.
Lorsque nous disons que, sur les listes, il faut tenir compte de l'évolution qui s'est produite entre 1983 et 1988, lorsque nous disons que, pour les têtes de listes, et quel que soit le cas de figure, il faut également ternir compte de la même évolution, nous tenons un langage que est compréhensible par tous, et ce qui n'est pas compréhensible, ce qui pose problème, ce qui conduit des électeurs de plus en plus nombreux à s'interroger sur les véritables intentions des uns et des autres, c'est l'obstination mise parfois par nos interlocuteurs à ne pas vouloir tenir compte de la réalité. Ce que demandent les Socialistes, c'est leur droit, tout leur droit et rien que leur droit. Ils l'ont demandé patiemment, opiniâtrement, et maintenant, comme le dit notre texte, il faut conclure, c'est une affaire de jours, et il serait mieux que ce soit une question d'heures, en tout cas que chacun sache que le temps est désormais compté, et que le sentiment moyen du Parti, tel que nous avons pu le sentir à travers la Commission des résolutions et à travers aujourd'hui les débats de cette Convention, les conversations avec les camarades des fédérations et des sections, le sentiment moyen du Parti est que si l'on veut un accord, il n'est que temps de le concrétiser aujourd'hui sur les bases réalistes et raisonnables qui sont celles que nous proposons. Si on n'en veut pas, il vaut mieux le dire, et le dire franchement devant l'opinion publique.
Ma conviction personnelle est que l'accord du 12 janvier peut et doit entrer en vigueur partout. La cohésion du Parti aura été un des grands éléments qui nous permettra d'y parvenir. Mais certains spéculent peut-être sur l'évolution des événements et des esprits. Que s'est-il passé depuis le 12 janvier ? Que s'est-il passé au cours des derniers jours ?
Cela peut fonder des spéculations, voire des manœuvres. A nous de dire que rien n'a fondamentalement changé, que les données de la situation sont toujours les mêmes parce que notre position n'était pas dictée par l'actualité immédiate, mais par notre volonté de rassembler et de rassembler à long terme, par notre fidélité à la stratégie qui a toujours été la nôtre.
Alors ne dramatisons pas les événements qui peuvent se produire dans telle ou telle commune. Soyons fermes sur les principes qui ont été votés au cours de

notre dernière Convention.
Vous savez qu'il peut y avoir - et je le dis pour Mélenchon - ici ou là, les séquelles d'une situation qui, pour l'essentiel, est désormais derrière nous mais qui bien sûr, laisse des traces et qui dans une ville comme Auxerre, par exemple, exige que nous rappelions ce qu'est la majorité présidentielle, ce que sont les intérêts du Pari, et la nécessité de lier étroitement l'un avec l'autre.
Mais si vous le permettez, chers camarades, je ne quitterai pas cette tribune sans avoir dit un mot de ce qui, ces derniers temps, a fait la une des journaux. Nous avons le droit... c'est quelquefois même un devoir pour un Parti comme le nôtre de nous abstraire de l'actualité immédiate, de parler d'autres choses que de ce dont tout le monde parle. Mais il n'est pas exclu que parfois nous soyons aussi amenés à répondre aux sollicitations de l'actualité.
Ce qui je crois est plus important pour les Socialistes, c'est de riposter sans faiblesse, sans ambiguïté, sans se poser la moindre question tellement c'est évident à ce qu'il y a d'inacceptable, d'insupportable, dans le langage et dans les propos d'un certain nombre d'hommes de droite, dopés soudain par une aubaine inespérée.
C'est de leur rappeler ce qu'a été pendant si longtemps la réalité de leur pouvoir. Il ne s'agit pas là d'anecdotes que l'on peut contester même si elles étaient pittoresques. Mais du fond même des choses, du lien entre une classe politique toute entière, et l'argent qui est la raison de son pouvoir et qui finit très vite par être
le seul pouvoir qui lui permet d'avoir raison.
C'est de rappeler à la Droite ce qu'a été son rôle dans ce pays pendant tout le temps où elle a exercé un pouvoir sans contrôle et quel usage elle en a fait. Mais c'est aussi, pour nous, l'occasion de réfléchir à nouveau à un certain nombre de questions dont nous avons déjà souvent discuté et débattu.
Le vrai problème ça n'est pas de savoir ce que nous pensons de tel ou tel événement sur lequel un jour la justice aura à trancher, et à se prononcer.
Le vrai problème, ça n'est pas de savoir si les affairistes sont attirés par le pouvoir, par tout pouvoir comme les mouches par le miel.
Le problème c'est de savoir quelle place nous accordons dans notre vie dans notre action, dans nos discours dans nos valeurs au profit, à l'argent, et à tout ce que le profit et l'argent entraînent et justifient. On nous a beaucoup dit, mes camarades, qu'il fallait que désormais la Gauche soit assez mûre, assez adulte pour aborder ces questions sans complexe. On nous a assez dit qu'il fallait réhabiliter l'argent et les profits sans toujours distinguer s'il s'agissait du profit dû à l'industrie, au travail, à la création de richesses, ou simplement à la spéculation, quand ça n'est pas pire !
On nous a assez dit que nous entrions dans un monde où la différence ne serait plus désormais basée sur les mêmes critères qu'autrefois mais se ferait simplement entre ceux qui gagnent et ceux qui perdent, et que c'était cela la modernité.
Eh bien, mes chers camarades, une fois de plus, et au fond il suffisait de connaître un peu l'histoire e notre pays et de quelques-autres, il suffisait de

savoir ce qu'on donné les valeurs de l'Amérique du nord, transposées à l'Amérique du sud par exemple ?
Une fois de plus, réhabiliter l'argent, dans un vieux pays catholique, rural, c'est simplement ouvrir la voie à toutes les formes de la corruption.
Je ne crois pas que dans notre esprit et dans nos cœurs, l'argent, en tant que valeur centrale de l'existence soit vraiment réhabilité.
Et lorsque M. Dumay se permet de parler d'une gauche pourrie, j'ai presque envie de l'inviter à assister à une de nos Conventions du Parti, de regarder les hommes et les femmes qui sont là, les uns après les autres, et de comparer avec ses propres assemblées ses propres militants et de dire ici qui connaît ce monde là, qui la fréquentait, qui l'approche ?
Il ne s'agit pas de tel ou tel homme qu'on voit passer de loin dans les allées du pouvoir, mais de vous, de notre Parti, de ceux qui ont été formés dans nos fédérations, dans nos sections, de ceux qui ont milité pour ce Parti et qui l'ont porté au pouvoir. Qui peut porter contre eux la moindre accusation ?
Mes chers camarades, jusqu'à nouvel ordre, la Gauche, ce sont ces hommes et ces femmes, c'est nous.
Alors réfléchissons à ce que sont nos valeurs et à ce dont nous sommes porteurs.
Rappelons-nous que pour nous, la transformation de la société a pour but non pas seulement la liberté mais la justice.
Rappelons-nous simplement que lorsqu'il faut riposter et répondre, que lorsqu'il faut attaquer, il faut dire que nous sommes des Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gisèle Stievenard.

Gisèle Stievenard
Chers camarades, agir là où on vit, c'est une belle formule à laquelle nous, élus donnont une traduction concrète dans leur activité quoitidienne. Leur influence est grande. Sur le cadre de vie, sur le bien être des enfants, des jeunes, des actifs, des retraités, ou dans les villes importantes, comme dans les communes rurales.
C'est pourquoi il est essentiel, pour ces élections municipales, de veiller à ce que nos listes soient réellement représentatives des populations concernées par ce scrutin.
La représentation féminine progresse ici et là... ici ou là, ai-je entendu dire ce matin. Bonne nouvelle, cela prouve sans doute que le quota souvent dénigré, à beaucoup d'égard humiliant mais nécessaire, a montré une fois de plus son utilité... il a joué un rôle indéniable, un rôle incitatif dans la composition de nos listes municipales.
Le problème qui est devant nous aujourd'hui, c'est celui de la présence des femmes dans la partie haute des listes. Certes, la concurrence est vive entre les candidats masculins, mais force est deconstater que les femmes partent avec un handicap supplémentaire qui n'a rien à voir avec l'appréciation de leurs compétences, le jugement porté sur leurs actions, qui, unanimement est reconnu comme positif.

Fondation Jean Jaurès

Des problèmes existent dont le recensement n'a pas pu être fait correctement.
Nous sommes un peu en diffficulté, de ce fait, et nous pointons le doigt sur telle fédération ou sur telle autre, mais nous savons bien que le problème se pose de manière plus vaste.
Je voudrais parler d'une fédération que je connais qui est la fédération de Paris. J'en ai été première secrétaire fédérale un certain temps et puis j'en ai été, et j'en suis encore, l'élue de cette ville de Paris.
Je vourais dire que cette fédération a toujours pris, a pris en tout cas depuis le Congrès de Lille, des positions favorables à la représentation et à l'élévation du quota.
Elle a réaffirmé ses positions à Chatellerault. Nous avons des sections fortement féminisées, 40% en moyenne... un électroat qui compte beaucoup de femmes actives, plus que la moyenne nationale.
Des solutions ont été trouvées et le 19ème arrondissement a églement respecté la règle.
Pour le reste, il y a encore un effort à fournir. Nous savons que ces problèmes de désignation sont toujours très compliqués. Simplement je voudrais dire que nous ne voulons pas être les éternels miraculéesdes Commissions executives fédérales et des Conventions nationales, lorsque nos désignations font l'objet de débats fastidieux pour tout le monde. Ce n'est pas une bonne manière de procéder, c'est lassant.
Alors faisons en sorte de favoriser de manière peut-être plus naturelle l'accès des femmes aux responsabilités, car c'est, je vous l'assure, un gage d'efficacité politique.
C'est pourquoi j'en appelle ici aux têtes de liste parisiens, particulièrement dans les arrondissements où nous pouvons l'emporter, aux responsables fédéraux auxquels onf ait porter parfois des charges plus lourdes que celles qu'ils peuvent supporter. Ils ne sont pas seuls à décider, ils ont un pouvoir d'incitation.
Je voudrais aussi en appeler aux responsables de courants pour qu'ils modifient nos listes pour les mettre en conformité avec les règles du Parti, mais pas seulement cela, pour donner aux femmes la place qui leur revient. J'espère pouvoir être entendue encore dans les jours qui viennent.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Christophe Cambadélis ?
Nous avons une secrétaire fédérale femme, à laquelle je voudrais rendre hommage parce qu'elle a fait un gros travail, elle a un bilan d'actions très positif. Nous avons un collectif fédéral femme, qui est intervenu en amont des désignations dès avant les désignations de tête de liste. Nous avons fait connaître ce qui nous aurait semblé être la représentation une représentation équilibrée des femmes dont le souhait est de 6 postes.
Et puis, nous avons constaté que nos listes s'étaient enrichies par l'apport de camarades éminents, ce dont nous nous réjouissons, par rapport au combat politique difficile que nous avons à mener dans la capitale, simplement nous pensons aussi que nos responsables femmes sont des responsables pugnaces et

Fondation Jean-Jaurès

combattives. Nous avons l'espoir de gagner des arrondissements, mais à l'heure qu'il est, je dirai que nous sommes encore un peu loin du compte puisque nous n'avons que deux femmes en position éligible certaine, un arrondissement, un et demi même - s'est conformé aux règles du Parti, de lui-même, c'est le 18ème.

Jean-Christophe Cambadélis
Comme je suis chez moi, je voudrais d'abord, au nom des Socialistes du 19ème arrondissement, vous saluer.
Vous savez comment, à Paris, nous nous battons pour renverser le rapport de forces avec le RPR et comment, dans le 19ème arrondissemnet, avec notre tête de liste, Roger Madec - qui, je crois, interviendra - nous nous activons pour enfoncer un coin dans le dispositif de Jacques Chirac.
Mais, ceci étant dit, ce n'est pas simplement pour une déclaration amicale que je suis venu à cette tribune.
Je crois que notre Convnetion se déroule dans un moment très particlier. La conjonction des offensives des droites sur les "affaires", de nos relations avec le Parti Communiste français, et l'élargissement des mouvements sociaux à l'Education nationale, marquent, à mon avis, un tournant politique. Nous rentrons dans le vif du sujet, après un premier trimestre, de l'affrontement direct avec les forces hostiles à la transformation de la société.
Cette transformation, nous l'avons voulue autour du triptyque :
- de la justice sociale. Nous avons déjà avancé, avec le revenu minimum d'insertion et l'abandon de la loi Méhaignerie, qui reste à faire.
- de l'avancée de la démocratie économique, avec la lutte contre les "noyaux durs" dans les privatisées.
- et enfin du rassemblement de toute la Gauche, celle du coeur et celle du travail, pour oser plus de démocratie, oser le partage.
Cette ligne politique qui nous a démarqués et qui nous démarque de la Droite a été légitimée par le peuple de France avec l'élection de François Mitterrand. Mais précisément, c'est sa mise en application qui est aujourd'hui en cause.
La Droite a choisi son terrain, celui d'une contre-attaque. Comme en 1981 elle avait choisi le terrain de l'école privée, c'est aujourd'hui autour des relations troubles entre son pouvoir et l'argent qu'elle tente de mener l'offensive.
Mais le caractère particulier de cette offensive réside dans une nouvelle mise en phase entre la Droite politique et idéologique et la Droite économique et ses liaisons internationales. Nous sommes en face d'un bloc politico-économique qui, s'articulant sur un moment particulier, peut mener à plein son offensive parce qu'il y a une convergence totale entre les différents éléments de la Droite.
Je suis de ceux - mais beaucoup l'ont dit à cette tribune - qui pensent qu'il faut réagir très clairement, avec la plus grande fermeté.
Pour ce faire, il faut mettre à nu devant l'ensemble du peuple de France le caractère même de ce choc. Il s'agit de l'affrontement entre une conception de la société qui s'articule autour de la démocratie sociale et politique et une monarchie financière reconstituée autour et pendant les privatisations. Le paradoxe veut que cette monarchie financière ait été légitimée par l'idéologie

libérale.
On a entendu partout : Vive la crise ! Vive la politique libérale ! Vive la régulation par le marché !
Mais cette légitimation idéologique ne s'articule pas simplement sur la sphère économique. Elle a des conséquences sociales.
On a voulu substituer à la volonté collective la stratégie du grain de sable. Il s'agissait de concéder au salariat, aux citoyens, un pouvoir individuel d'autant plus grand pour peser sur les décisions mineures qu'ils devenaient collectivement impuissants à influencer les choix globaux.
On a voulu couper le politique du social, couper le politique de l'économie, on a voulu scarifier les idées pour leur interdire d'agir sur les structures parce qu'on a eu peur qu'elles s'emparent de millions d'hommes et de femmes.
Eh bien ! Aujourd'hui, il faut prendre l'offensive sur nos principes, sur nos valeurs. Notre dessein, c'est de transformer la société. Cela ne peut se faire qu'avec ceux qui ont intérêt à le faire.
Ceci nous permet d'aborder le deuxième aspect : les relations avec le Parti Communiste français.
Je ne crois pas que le PCF soit dans une position d'offensive. Pour moi, le Parti Communiste français manoeuvre en retraite, contrairement à certaines affirmations ici présentées.
Nous avons obtenu une déclaration de caractère naitonal avec le Parti Communiste français, qui très clairement indique que celui-ci ne veut pas faire le jeu de la Droite. Si Georges Marchais l'a acceptée, ainsi que le Bureau politique du Parti Communiste français, c'est qu'il y a un certain nombre de raisons.
Le théorème de Georges Marchais est simple : préserver ses positions tout en effritant les nôtres, sans choquer l'électorat unitaire, et préserver l'avenir dans les municipalités à direction Communiste, au cas d'une future crise entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste.
Avouez quand même que ce triptyque d'analyse et de politique n'est pas simple à mettre en place pour eux. Il est donc nécessaire pour nous d'en appeler avec détermination à l'ensemble de notre électorat et de demander de rompre le simple tête-à-tête avec le Parti Communiste pour mobiliser notre électorat contre la Droite et imposer des idées simples, telles notre volonté d'unité, notre volonté d'efficacité contre la Droite.
Une volonté d'unité et d'efficacité contre la Droite, c'est le seul moyen de faire comprendre à notre électorat où se situent les responsabilités.
Je voudrais terminer sur le problème de l'Education nationale...

Dans la salle - Ah !

Jean-Christophe Cambadélis - Je crois qu'il est nécessaire de distinguer l'état d'esprit de certaines couches sociales du mouvement lui-même.
L'état d'esprit, à mon avis, est contradictoire. Il est fait d'appel - donc d'un certain soutien - et d'exigence, donc de méfiance. Il nous faut répondre à l'appel

Fondation Jean-Jaurès

et mesurer l'exigence.
Sur le problème de l'Education nationale, comme hier sur le problème des infirmières, il nous faut comprendre l'immense volonté d'un corps enseignant qui demande le respect de son travail, travail dont la philosophie est l'égalité même devant le savoir et la transmission des connaissances.
De ce point de vue, l'intervention de Lionel Jospin, hier, au Congrès de la FIDEL - un syndicat lycéen - et devant nous aujourd'hui est sans ambiguité. Il s'agit de substituer à la logique du mépris, que nous avons connue sous les ministères de la Droite, celle de la qualification et de l'égalité.
Je crois qu'il est nécessaire que le Parti s'exprime avec le plus de clarté possible sur les enjeux politiques au niveau de l'Education nationale. Nous ne pouvons pas rester simplement sur le plan d'un rapport sur le problème des "affaires" ou du Parti Communiste français, c'est aussi sur la question de la transformation de l'Education nationale que nous élargirons le rapport de forces.
Mais, je crois qu'il y a quand même un petit problème. Je ne sais pas si la loi-programme est la forme la plus achevée de la poésie, mais ce que je sais, c'est que l'on ne fait pas avancer les gens s'ils ne savent pas où ils vont !
Il ne peut pas y avoir deux logiques. Si l'Education nationale est la priorité, elle devra le rester. S'il n'y a pas de loi-programme, alors il n'y en a pas pour d'autres ministères.
Il est nécessaire de comprendre qu'il peut y avoir, qu'il doit y avoir des lois-programmes pour d'autres ministres, mais qu'il est nécessaire qu'il y ait des lois-programmes aussi pour l'Education nationale, et si un choix doit se faire, il doit d'abord être discuté à l'intérieur de notre Parti et, à partir de là, tranché en fonction de nos priorités, c'est-à-dire en faveur de l'Education nationale.
Je crois qu'il va être nécessaire que le Parti Socialiste fixe sa propre loi-programme pour l'Education nationale par rapport aux autres engagements.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Je n'ai plus d'orateur inscrit.
Je donne la parole à Jérôme Lambert pour un bref rapport concernant trois réintégrations individuelles.

Jérôme Lambert
Chers camarades, à chaque fois que cela est nécesaire, le Parti sait se faire respecter et faire respecter ses décisions. C'est pourquoi, parfois, en application de nos règles statutaires, des sanctions doivent être prononcées à l'encontre de membres du Parti qui refusent ces règles ou les dispositions que nous avons adoptées en commun.
Mais, nous savons aussi reconnaître l'évolution de certains de ces camarades qui, un jour, se sont trompés de combat, mais qui souhaitent revenir au sein du Parti et y retrouver toute leur place en participant au combat commun. Dans ce cas, nous sommes toujours prêts à les accueillir, si toutefois leur section

d'origine et leur fédération le souhaitent.
Aujourd'hui, notre Convention nationale est saisie de trois demandes de réintégration :
- deux demandes de camarades de la fédération du Bas-Rhin.
- et une demande de la fédération du Calvados.
Dans le Calvados, il s'agit de Raymond Travers, anciennement de la section d'entreprise SNCF, exclu à l'occasion des élections de mars 1986.
Dans le Bas-Rhin, il s'agit des camarades Veter, de la section de Saverne, et Duhesm, de la section République, tous deux exclus aussi à l'occasion des élections de mars 1986.
Toutes ces demandes de réintégration ont été acceptées à l'unanimité par les instances des fédérations concernées et, à la demande de la Commission des résolutions, je propose à la Convention nationale de les accepter.
Merci.

Le président - Merci.
Pas d'opposition ?
Adopté.
Un orateur n'avait pas vu son nom retenu. La parole est donc à Robert Gilly, dernier orateur inscrit.

Robert Gilly
Chers camarades, les sondages qui circulent actuellement montrent que le taux d'abstention de notre électorat risque d'être important à l'occasion des prochaines municipales.
Le premier mot d'ordre sera donc de mobiliser notre électorat.
Comment le mobiliser, sinon en étant fidèles à nos principes, non seulement dans les discours, mais aussi dans les actes ?
Le premier principe qui fonde notre combat de Socialistes est la lutte contre les injustices et pour la prospérité du plus grand nombre, ce principe prend un relief particulier en cette année du bicentenaire de la révolution française.
Il figure dans la conclusion de notre projet de manifeste, puisque j'y lis que les Soicialistes veulent changer progressivement la société pour l'améliorer, faire plus de justice. Or, la prospérité de notre pays, nous en sommes convaincus, chers camarades, passe par la réalisation du marché unique européen, qui s'ouvrira le 1er janvier 1993.
Dans ce cadre, la lutte contre les injustices passe par la réalisation d'un espace social qui harmonise par le haut les législations sociales des douze pays membres de la Communauté.
Nous n'avons plus que quatre ans pour réaliser cette harmonisation qui est une des conditions de la mobilisation des Français pour préparer notre pays au choc économique que constituera l'ouverture du marché unique. Si nous voulons être crédibles dans notre volonté de construire cet espace social, il faut commencer par mettre notre législation en règle avec la législation communautaire ainsi que l'imposent d'ailleurs les principes du droit international.

Fondation Jean-Jaurès

Je voudrais, chers camarades, vous donner un exemple de l'illégalité de nos règles propres au regard du droit communautaire, parce qu'elles constituent aussi une injustice, une discrimination, je dirai même une forme…(?) à la France et pour notre marché de l'emploi donc pournotre ASSEDIC (?).
Depuis des années, ce problème est donc connu des instances gouvernementales. Les Socialistes, pourfendeurs des inégalités ont gouverné pendant une législature, depuis huit mois, ils sont de nouveau au pouvoir, et pourtant, cette injustice perdure.
J'ai saisi le 21 decembre dernier la Présidence de la République, le Premier Ministre, le ministre de l'Economie et des finances, le ministre alsacien du gouvernement, le premier secrétaire du Parti, le président du groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, et j'ai relancé le Député Oehler. Seuls, ces deux derniers jusqu'alors ont accusé réception de mon courrier et ont saisi Pierre Bérégovoy et Michel Charasse.
Alors, je pose la question devant la Convention nationale : est-ce parce qu'il n'y aurait pas de personnalité connue, comme l'est Alain Barrière, concernée par cette discrimination, que cette question ne semble pas intéresser les plus hautes instances de l'Etat, de cet Etat qui est l'auteur de cette injustice ?
Je ne veux pas le croire, mais puisque je n'en ai pas la certitude, je suis bien obligé de saisir l'ensemble du Parti à travers cette Convention nationale.
Agir là où on vit, tel est le slogan directeur de notre réunion : je vis en Alsace, j'agis en Alsace et je soulève les problèmes que nous vivons quotidiennement en Alsace.
D'apartheid dont sont victimes des milliers de nos concitoyens des départements d'Alsace et de Moselle. Je veux parler de ces pionniers de l'Europe que sont les travailleurs frontaliers et plus particulièrement de ceux qui sont sur le front économique le plus difficile pour notre pays, celui de la concurrence avec l'Allemagne fédérale.
Vous connaissez le déficit de nos relations commerciales avec notre puissant voisin. Or, en violation avec la règle communautaire du non-cumul de l'imposition sur le revenu des travailleurs frontaliers, ceux qui, parmi eux, sont déjà lourdement imposés en Allemagne, sont imposés une deuxième fois en France dans des proportions considérables. Ainsi, pour un couple de petits fonctionnaires, pour un professeur de collège en France et une institutrice en RFA, qui habitent en France, la surimposition injustifiable peut dépasser 21 000 F par an. Imaginez leur sentiment de révolte, chers camarades, et pourtant, dès 1981, Jean Oehler, député Socialiste du Bas-Rhin, a rédigé un rapport sur la situation des travailleurs frontaliers, dans le cadre du Parlement européen.
Eu à l'Assemblée Nationale, il a été chargé par Pierre Mauroy, alors Premier Ministre, d'une étude sur les régions de France frontalières. Depuis des années, donc, il a saisi le ministère des Finances des problèmes fiscaux des travailleurs frontaliers dont l'existence en grand nombre constitue un véritable ballon d'oxygène pour notre monnaie, puisqu'ils rapportent es devises.
Agir concrètement pour changer la vie quotidienne des gens, tel est l'objectif proclamé du gouvernement de Michel Rocard.

Fondation Jean Jaurès

A l'heure où des gens s'enrichissent considérablement en quelques minutes par un coup de bourse, en passant un coup de téléphone, qu'attendons-nous pour supprimer une injustice aussi patente frappant des citoyens modestes, et pour mettre notre action en accord avec notre principe ?
Il ne suffit pas de parler vrai, camarades, il faut aussi agir, et agir vrai.
Merci.
(Aplaudissements)

Le président - Je dois mettre à l'approbation de la Convention - cela ne posera pas de problèmes, mais nous devons le faire formellement - l'adoption du manifeste municipal.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter le manifestent en levant leurs cartons ?
Oppositions ?
Abstentions ?
Le manifeste est adopté à l'unanimité.
(Applaudissements)
Félicitations à Jean-Marie Cambacérès et à la Commission.
Je donne la parole à Marcel Debarge, qui propose une légère modification avant que je soumette à votre approbation la résolution politique.

Marcel Debarge
Oui, une légère modification dans le texte de la résolution, dans l'avant-dernier paragraphe, parce que cela correspond exactement aux propos des responsables du Parti Communiste.
Vous avez le texte, je suppose :
"S'en tenir aux seuls chiffres de 1983, refuser de prendre en compte l'évolution électorale et donc la représentativité réelle de chaque Parti, jeter des exclusives contre des hommes et des femmes qui ont accdepté de se placer dans la logique du rassemblement à gauche, et dans ce cas, ne pas s'engager à respecter la discipline républicaine au second tour".
Cela correspond, de la façon la plus précise, à ce que nous ont dit nos interlocuteurs Communistes. Je vous cite un exemple, pour imager mon propos.
Quand nous avons parlé de Saint-Etienne et de la possibilité d'avoir des listes différentes à Saint-Etienne, nos camarades du Parti Communiste nous ont dit : "C'est possible, cela arrivera peut-être, nous ne le souhaitons pas, mais puisque vous avez sur votre liste un ou deux démocrates de progrès qui ne nous conviennent pas - bien qu'ils n'aient pas d'attaches avec les défenseurs de droite - nous ne nous désisterons pas ni nous ne fusionnerons si vous, les Socialistes, vous êtes devant."
Nous ne pouvons pas admettre une telle pression ! Ils n'ont pas dit, si toutefois il y a une compétition à Saint-Etienne, ce qu'ils feraient s'ils étaient devant et si le démocrate était quand même sur la quote-part qu'on proposerait, mais c'est une autre histoire... J'image cela par cet exemple pour être le plus possible conforme à la vérité des propos de chaque parti. Je répète : "jeter des exclusives contre des hommes et des femmes qui ont accepté de se placer dans la logique du

Fondation Jean-Jaurès

rassemblement à gauche et, dans ce cas, ne pas s'engager à respecter la discipline républicaine au second tour."
C'est la seule observation que j'avais à faire. J'ai contacté un certain nombre de camarades des différentes sensibilités, qui m'ont donné leur accord pour cette modification. Je vous rappelle que cette résolution a été votée à l'unanimité de la Commission des résolutions. Je souhaite - nous sommes une formation démocratique - que, pour donner plus de force aux négociations dans leur phase finale, la Convention vote également ce texte de résolution finale avec la même unanimité.

Le président
Merci. La résoloution est mise aux voix.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter le manifestent avec le carton... merci.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
La résolution est adoptée à l'unanimité.
(Applaudissements)
Je vous donne lecture d'une proposition de résolution de la Convention : ni complaisance, ni silence, tels sont les principes qui guident les Socialistes face à ce qu'on appelle "les affaires" et l'exploitation qu'en fait la Droite, oublieuse de la cascade de scandales qui ont marqué sa gestion avant 1981 et de 1986 à 1988.
«Les Socialistes veulent que toute la clarté soit faite. C'est pourquoi ils ont réclamé la création d'une Commission d'enquête parlementaire sur la transparence financière. C'est pourquoi ils approuvent la décision du gouvernement de saisiri la justice, mais au-delà, ils dénoncent le projet des conservateurs de remettre en cause la société d'économie mixte au profit d'un capitalisme sans frein dont la motivation serait la spéculation plutôt que la production.
Le renforcement des pouvoirs de l'Etat, face à l'argent, est une priorité, la transparence de la sphère financière aussi pour empêcher les abus et les menaces qui pèsent sur les outils de production que sont les grandes sociétés industrielles, pour assurer ausssi une juste répartition des revenus, la clé de la cohésion sociale dont la France a besoin.»
Que ceux qui sont d'avis d'adopter cette résolution le manifestent en levant la main ?
Merci.
Contre ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Non.
La résolution est adoptée à l'unanimité.
(Applaudissements)
Je donne la parole à Gilles Carasso pour le rapport concernant la Commission

Fondation Jean-Jaurès

électorale.

Gilles Carasso
Chers camarades, le travail a été prépraré depuis plusieurs semaines par des réunions de la Commission électorale sous la présidence de Marcel Debarge. Les auditons auxquelles nous avons procédé nous ont permis de réduire le champ des difficultés.
La Convention d'Epinay avait donné le mandat au Bureau exécutif pour résoudre quelques problèmes de désignations des premiers Socialistes.
Il s'agissait, selon la formule célèbre de "laisser du temps au temps" et nous avons pu ainsi régler l'ensemble de ces problèmes, les deux derniers étant de Savigny sur Orge pour lequel il vous est demandé aujourd'hui de ratifier la candidature de Jean Estivill, et celui de L'Isle sur la Sorgue, pour lequel il convient de mandater la fédération pour mettre en application la désignation de principe de la Commission nationale des conflits.
Nous savons tous que la composition des listes est un exercice difficile. Il faut tenir compte des équilibres socio-professionnels géographiques surtout lorsque plusieurs sections sont concernées... naturellement des équilibres internes à notre Parti. Et c'est une décision que nous avons prise collectivement à Epinay : améliorer concrètement et de façon significative la place faite aux femmes sur nos listes.
Je voudrais tout d'abord souligner la grande maîtrise de ces problèmes dont ont su faire preuve nos fédérations et nos sections puisque nous sommes aujourd'hui en mesure de vous proposer de ratifier nos listes dans la presque totalité des villes de plus de 20 000 habitants, sous réserve de quelques problèmes que je vais maintenant évoquer.
La Commission des résolutions a été en effet saisie de quelques recours à caractère soit collectif, soit individuel.
Pour un certain nombre d'entre eux, elle vous propose de trancher dès à présent.
Ses propositions, adoptées à l'unanimité, sont les suivantes.
A Verdun, que le camarade Pierre Méchain, Conseiller général soit placé en 3ème position, sans préjuger des décisions à venir concernant le Bureau municipal et sans modifier les équilibres internes.
Que soit confiée à la fédération du Gard le contrôle de l'application de l'accord intervenu en Commission électorale concernant Aies (?).
Que soient mandatées les fédérations concernées pour une mission de conciliation et le cas échéant d'arbitrage à Avignon et à Beaucaire.
A Cannes, que le camarade Sapede soit placé en 4ème position.
A Saint-Quentin qu'il soit donné acte à la fédération de la régularité de la procédure et de la conformté adaptée aux exigences du Parti de la liste.
A Beaune, que le camarade Vernizeau et un autre conseiller sortant soient placés en position d'éligibilité.
Enfin, à la majorité, la Commission vous propose de maintenir en l'état la liste adaptée à Toulon.
Pour d'autres cas, soit qu'un supplément d'information apparaisse comme une

nécessité, soit que la sagesse dicte là aussi de laisser du temps au temps, la Commission des résolutions vous demande de donner mandat au Bureau exécutif qui bien sûr se prononcera très rapidement. Il s'agit de l'Isle-de-Beau, de Villeneuve-sur-Lot, de Tours, de Vigneux, de Talence et de Strasbourg.
Enfin nous avons été saisis d'un nombre très limité de questions qui demandent à être traitées avec doigté, et vous le comprendrez, discrétion, puisqu'il s'agit de questions de personnes, et là aussi la Commission des résolutions vous demande de donner mandat au Bureau exécutif.
Dans deux villes d'inégale importance, la Commission a été saisie par des camarades ayant des différences d'analyse sur la conduite des listes. Il s'agit de Tournon et d'Aix-en-Provence. Dans les deux cas, nous avons écouté les points de vue en présence et procédé à une analyse approfondie de la situation. Dans les deux cas nous vous proposons de suivre l'avis des fédérations concernées, à savoir que Michel Delas soit tête de liste à Tournon, suvi de Louis Gaillard à qui reviendra le poste de premier adjoint, et qu'à Aix-en-Provence la liste de rassemblement de la Gauche soit conduite par notre camarade Jean-François Picheral.
La Commisison a enfin longuement examiné l'application de la décision de la Convention d'Epinay concernant le nombre de femmes sur les listes, mais surtout le nombre de celles qui sont placées en position d'éligibilité.
Le sentiment qui s'en est dégagé est un effort remarquable qui a été accompli dans la plupart des sections et des fédérations. Et les batailles que s'apprêtent à conduire Marie-Lise Lasoujade, à Villeneuve sur Lot, Catherine Trautmann à Strasbourg, Catherine Lalumière à Talence, ou encore Marie-Jo Sublet à Feyzin auront valeur non seulement de symbole mais de démonstration de la volonté du Parti.
La réalité est que le 19 mars prochain, il y aura plus de femmes Socialistes que par le passé dans les Conseils municipaux mais aussi dans les fauteuils de maires.
Bien sûr, Yvette Roudy a eu raison ce matin de souligner que devant un certain nombre de villes, le compte n'y est pas.
La Commission électorale a reçu, à ce sujet, quelques-uns d'entre vous et engagement a été pris de faire les efforts nécessaires avec le cas échéant l'appui de la direction du Parti.
Il se peut que certains manquements aient échappé à notre vigilance. L'avis de la Commission des résolutions est qu'aucune liste ne pourra être considérée comme définitivement ratifiée tant qu'aura pas été rétablie le respect d'une décision collective dans ce domaine.
J'en ai terminé. Les Socialistes sont à peu près partout en ordre de bataille. Ils ne reste plus à la Convention qu'à leur accorder son investiture.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Je vais vous demander d'approuver le rapport de Gilles Carasso, et de donner délégation au Bureau non seulement pour régler les affaires qu'il a évoquées,

Fondation Jean Jaurès

mais tout contentieux qui surviendrait, ainsi que pour mener la fin de la négociation en cours avec nos partenaires.
Que ceux qui sont d'avis d'approuver le rapport de Gilles Carasso et les dispositions indiquées le manifestent en levant le carton rouge.
Pour ?
…..
Contre ?
…..
Abstentions ?
…..

Le rapport est adopté à l'unanimité...
Je vois qu'il y a une abstention après coup, comme nous sommes libéraux, nous acceptons cette abstention. Elle est enregistrée.
Je vais vous demander de bien vouloir donner délégation au Bureau exécutif, comme il n'y aura pas de réunion du Comité directeur avant les délais requis, pour ouvrir les procédures de désignation à l'élection européenne ainsi que pour fixer la date de clôture des opérations d'enregistrement. Donc ouverture et clôture des opérations, pour désignation et pour tout ce qui a trait à la procédure de désignation de nos candidats aux prochaines élections, européennes.
Pour les délégations, me suggère Pierre Mauroy, et cela va de soi, ou pour tout contentieux qui s'élèverait à ce sujet.
Pour ?…..
Contre ?
…..
Abstentions ?
…..
Adopté à l'unanimité.
Je vous souhaite un bon retour et une bonne campagne municipale !
A bientôt !

Coll. Fondation Jean Jaurès